Le Monde SUPPLEMENT 6 NOVEMBRE 2008

« Mister President »

Largement vainqueur face à son adversaire John McCain, Barack Obama a été porté à la Maison Blanche par un raz de marée démocrate qui a balayé certains des bastions républicains, traduisant la profonde volonté de changement des électeurs américains

Le 4 novembre, les Américains n'ont pas seulement élu leur 44e président. Ils ont, au cours d'un vote historique, tourné la page peu glorieuse écrite par huit ans d'une administration Bush contestée. Et, surtout, opéré une véritable révolution en élisant un Noir, le premier de leur histoire, à la Maison Blanche : Barack Hussein Obama.

Candidat « global », le candidat démocrate détenait les cartes gagnantes : né d'un père kényan musulman et d'une mère blanche, élevé en Indonésie puis à Hawaï. Une garantie d'ouverture et de modernité, ont pensé de nombreux Américains. Et quand, tout au long de l'interminable campagne, celui qui n'était encore que le sénateur de l'Illinois leur a crié, du haut des podiums électoraux où il se mouvait avec le charisme d'un nouveau Kennedy et l'aisance d'une rock-star : « *Yes we can !* » (« Oui, nous le pouvons ! »), ils ont eu envie de le prendre au mot.

Qu'importe aujourd'hui si le jeune président élu, même s'il s'est « étoffé » politiquement en fin de campagne, n'en est pas à un flou ou à un revirement près. Qu'importe aussi si chaque épisode de la mise en scène de ce « rêve américain » électoral a été ciselé par le maître en communication Davis Axelrod, Pygmalion du candidat Obama : le message était là.

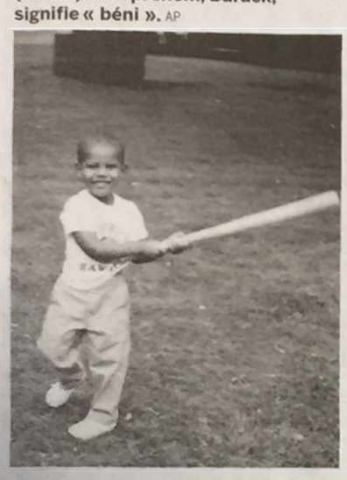
Et ce message qui parle de « *valeurs* » et d'« *unité des peuples* » était nécessaire pour une Amérique meurtrie par les attentats du 11 septembre 2001, écœurée par sa guerre en Irak et humiliée par la crise financière. Une Amérique trop fermée sur elle-même, lasse des procédures d'exception contre les « *ennemis terroristes* » détenus à Guantanamo, au point de douter de ce leadership moral qu'elle croyait pouvoir assumer auprès du reste du monde.

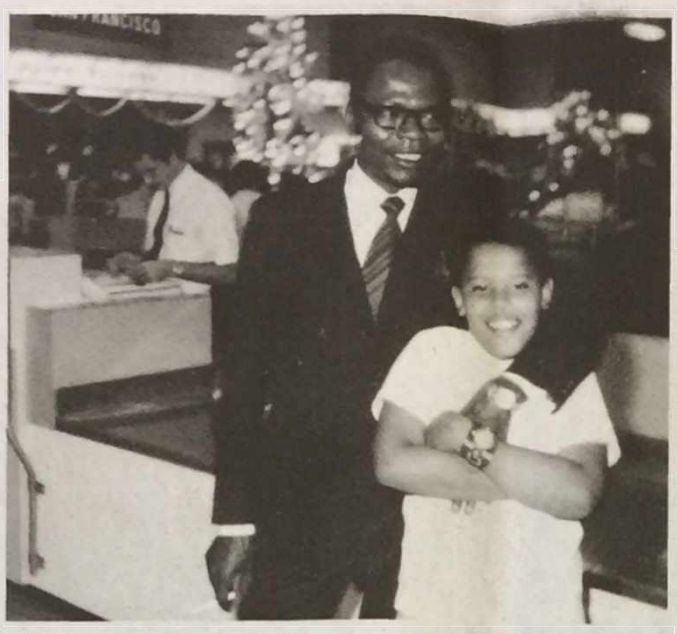
A 47 ans, le futur président américain ne répondra sans doute pas à toutes les formidables attentes que son immense popularité a suscitées, et ce bien au-delà des Etats-Unis, mais il incarne sans nul doute ce « *changement* » qu'il a lui-même prôné.

Dans ce supplément qui reprend quelques articles déjà publiés, *Le Monde* tente, à travers les écrits et les discours du candidat, les portraits de ceux qui comptent dans la « planète Obama », sa femme Michelle et ces milliers de jeunes volontaires mobilisés pour sa victoire, d'apporter un premier éclairage sur la présidence qui s'installera en janvier à Washington. ■

MARIE-CLAUDE DECAMPS

« Un gosse efflanqué au drôle de nom peut entretenir l'espoir que l'Amérique a une place pour lui. »
Celui qui allait devenir le 44e président des Etats-Unis est né le 4 août 1961 à Honolulu (Hawaï). Son prénom, Barack, signifie « béni ». AP





« Mon père est un Luo du Kenya, noir comme le charbon ; ma mère, une Américaine du Kansas, blanche comme le lait (...). En 1960, année du mariage de mes parents, le mot "misgenation" ["métissage"] désignait un crime dans plus de la moitié des Etats de l'Union. »
Photographié ici avec son père, le jeune Barack a 10 ans. Après le divorce de ses parents, en 1964, il suit sa mère, qui s'est remariée, en Indonésie, avant de rejoindre ses grands-parents maternels à Hawaï en 1971. AP

« Dans de nombreuses régions du Sud, mon père aurait pu périr pendu à un arbre, simplement pour avoir osé porter les yeux sur ma mère. »
Ann Dunham (1942-1995), la mère de Barack Obama, est née au Kansas dans une famille chrétienne. Elle-même était agnostique. Elle est morte d'un cancer à 53 ans. AFP

Barack Obama
Un rêve américain

« Jusqu'à mon dernier jour, je n'oublierai jamais que mon histoire n'aurait été possible dans aucun autre pays au monde » : de son enfance à Hawaï à son accession à la Maison Blanche, retour sur le parcours du premier président noir élu aux Etats-Unis

« J'ai étudié dans les meilleures écoles d'Amérique et vécu dans l'un des pays les plus pauvres du monde. »
A l'école Punahou d'Honolulu (ici en 1978), Barack Obama fait partie de l'équipe de basket. Le futur président décrochera ensuite un diplôme de sciences politiques et de relations internationales à l'université Columbia de New York avant d'intégrer l'Ecole de droit de Harvard. AP

« Je veux donner une voix aux sans-voix. »
En septembre 2005, Barack Obama, élu sénateur de l'Illinois quelques mois plus tôt, retrouve l'ancien président démocrate Bill Clinton dans un centre d'hébergement de Houston, au Texas, pour accueillir les réfugiés de l'ouragan Katrina. RICHARD CARSON/AP

Ses livres Les réflexions d'un « hérétique » sur son itinéraire et sur les Etats-Unis

L'Audace d'espérer
de Barack Obama.
Presses de la Cité

Les Rêves de mon père
L'histoire d'un héritage en noir et blanc
de Barack Obama.
Presses de la Cité

Barack Obama ne cache pas qu'il a parfois rêvé d'être écrivain. A New York, où il a découvert la ville et le radicalisme black, à Chicago où il a été militant de quartier, au Kenya où il a cherché ses racines, le futur président américain n'a cessé de prendre des notes et de consigner ses sentiments. De l'écrivain, M. Obama a la faculté d'introspection. Et la distance, qui lui permet de raconter son parcours sans autoglorification alors qu'il n'a que 46 ans. Même sur les estrades de campagne, Barack Obama paraît détaché, presque étranger à lui-même autant qu'à sa propre candidature.

Il raconte sa vie comme un chercheur raconterait une expérience de laboratoire. Cette dernière consiste à plonger le cobaye dans des milieux opposés : Harvard et l'élite blanche, Chicago et son South Side défavorisé. Le chercheur en tire des réflexions sur les races et le miroir dans lequel chacun voudrait trouver *« ses démons ou sa rédemption »*. Dans ce miroir, Barack Obama se voit comme un précurseur, mais presque à son corps défendant.

Très jeune, il a appris à se garder d'idéaliser le métissage dont il est issu. En voyant l'expression extatique de sa mère un soir devant *Orfeu negro* (de Marcel Camus), un film qu'elle avait vu adolescente, il a compris l'attrait qu'avait pu avoir pour une jeune fille du Midwest l'arrivée d'un étudiant kényan symbolisant l'exotisme de l'Afrique.

Les affronts, les doutes

Barack Obama a écrit deux livres, qui ont été deux best-sellers aux Etats-Unis. *The Audacity of Hope – L'Audace d'espérer* – tire son titre du sermon du pasteur Jeremiah Wright, de l'église de Chicago où Barack Obama a choisi de pratiquer lorsqu'il est entré en politique. C'est essentiellement une profession de foi de candidat. Outre des platitudes sur la difficulté de concilier vie de famille et politique, le livre développe l'idée que les Etats-Unis doivent dépasser les querelles qui divisent le pays depuis la fin de la guerre du Vietnam.

Sur les relations raciales, M. Obama rappelle que les Etats-Unis ne seront plus un pays majoritairement blanc en 2050. D'ici là, il propose d'*« observer la réalité sur un écran divisé »*, c'est-à-dire de *« maintenir dans notre viseur le genre d'Amérique que nous voulons tout en regardant froidement l'Amérique comme elle est »*. Pour répondre à ceux qui le jugent *« trop blanc »*, il fait la liste des *« affronts mesquins »* dont il a été victime : *« Des agents de sécurité qui me suivent dans les centres commerciaux, des couples de Blancs qui me donnent leur clé de voiture alors que je me tiens devant un restaurant, attendant moi-même un voiturier... »*

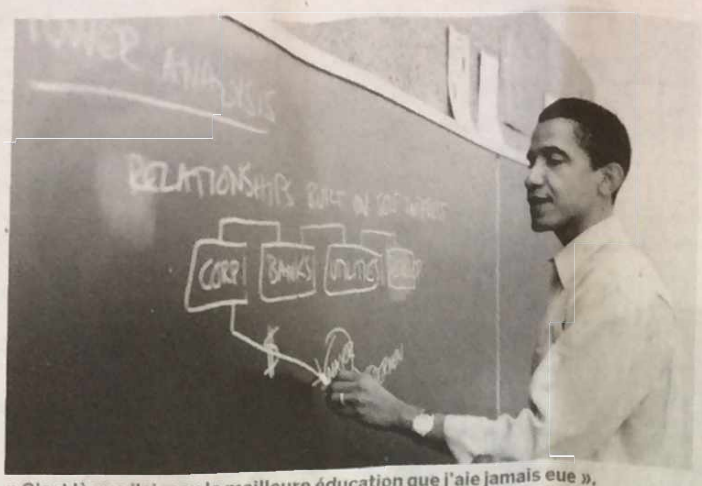
Le vrai Obama écrivain se tient dans un autre livre, qu'il a écrit en 1995, avant même de concevoir qu'il ferait de la politique, et qui raconte ses années avant Harvard, *Dreams from my Father : A Story of Race and Inheritance – Les Rêves de mon père. L'histoire d'un héritage en noir et blanc*. Le jeune homme n'est pas encore en politique, pas encore en religion, pas encore encadré par un état-major de campagne. Dans ce livre, écrit après son accession à la présidence de la *Harvard Law Review* – une première pour un Africain-Américain –, il évoque ses doutes et sa perplexité devant le fait que *« les Noirs continuent à se haïr »*.

Il raconte aussi une réunion à Chicago au début des années 1990. La ville a élu pour la première fois un maire noir. La communauté africaine-américaine n'a pas envie d'entendre que ses problèmes ne seront pas réglés par le remplacement d'un Blanc par un Noir au conseil de quartier. *« En politique, comme pour la religion, le pouvoir réside dans la certitude,* analyse Barack Obama. *C'est là que j'ai réalisé que j'étais un hérétique. Ou pire, car même un hérétique doit croire en quelque chose, ne serait-ce qu'en l'authenticité de ses propres doutes. »*

L'hérétique a disparu au profit de l'homme politique. La littérature ne peut que s'en plaindre, mais les démocrates s'en féliciter. ■

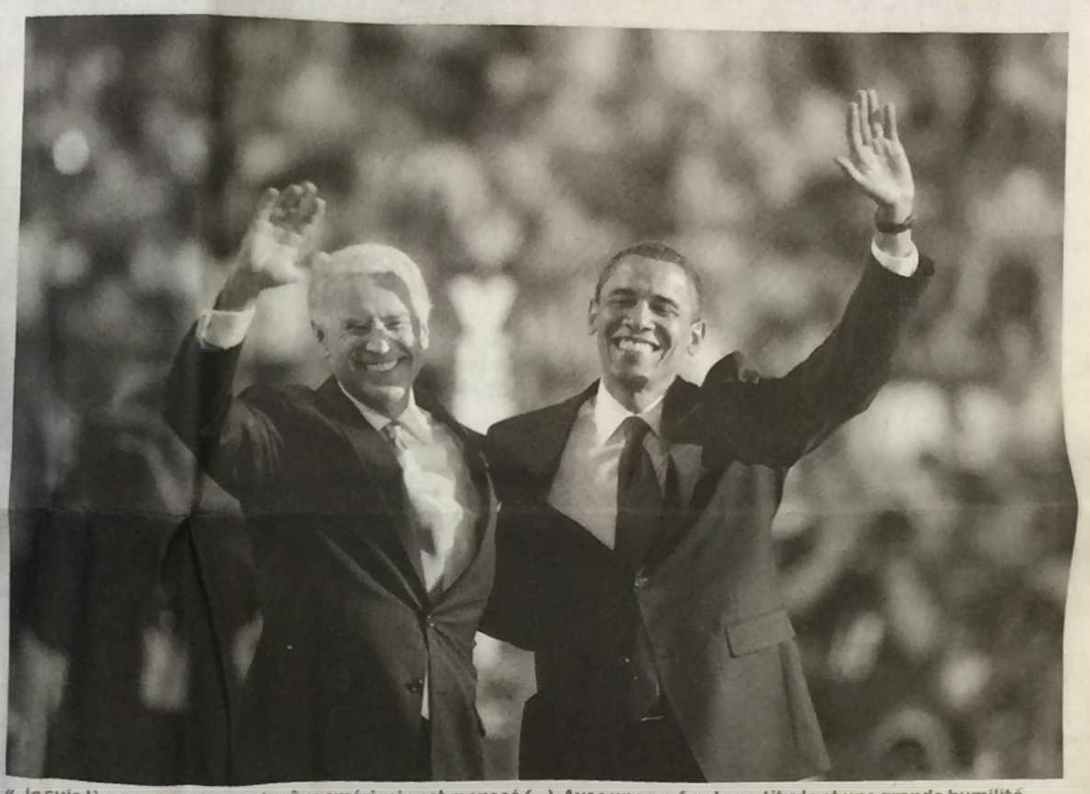
CORINE LESNES

« Je suis marié à une Américaine noire qui a en elle du sang d'esclave et de propriétaires d'esclaves, un héritage que nous transmettons à nos deux filles adorées. »
Barack Obama a épousé, le 18 octobre 1992, Michelle Robinson, une avocate renommée. Ils ont deux filles, Malia et Sasha. AP



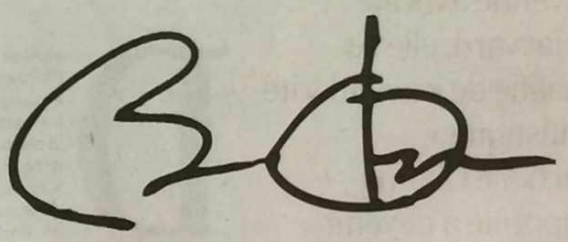
« C'est là que j'ai reçu la meilleure éducation que j'aie jamais eue », dit Barack Obama à propos du quartier pauvre de South Side, à Chicago. Après ses études de droit à Harvard, il revient enseigner à l'université de la grande ville de l'Illinois. Avec un petit groupe de militants pour les droits de l'homme, il dispense des cours d'éducation civique dans les quartiers les plus déshérités. AP

« J'ai voulu affirmer ma conviction profonde, enracinée dans ma foi en Dieu et dans ma foi dans le peuple américain : en travaillant ensemble, nous pourrons dépasser quelques-unes de nos vieilles blessures raciales. »
Dans les années 1980, inlassablement, Barack Obama, qui n'est encore qu'un jeune avocat, parcourt les quartiers déshérités de Chicago pour inciter ceux qui ne croient plus à la politique à s'inscrire sur les listes électorales. AP



« Je suis là ce soir parce que le rêve américain est menacé (...). Avec une profonde gratitude et une grande humilité, j'accepte votre nomination pour la présidence des Etats-Unis (...). Nous avons besoin d'un président capable de faire face aux menaces futures, pas de s'accrocher aux idées du passé... »
Le 28 août, jour du 45e anniversaire du célèbre discours du pasteur noir Martin Luther King, « I have a dream » (« J'ai un rêve »), Barack Obama, rejoint par son colistier, le sénateur Joe Biden, sur le podium de la convention de Denver, accepte la nomination du Parti démocrate. Elle le conduira à la Maison Blanche. CHRIS WATTIE/REUTERS

« Mon père a passé son enfance à garder des chèvres au Kenya. Son père, mon grand-père, était domestique au service des Anglais. »
En visite dans le pays natal de son père, musulman, en 2006, Barack Obama revêt une tenue traditionnelle. La photo a fait l'objet d'une polémique durant la campagne. AP



Une passion Le basket comme code d'honneur

Le matin de son triomphe dans les primaires de l'Iowa, le 3 janvier, Barack Obama a disputé, avec son équipe de campagne, une petite partie de basket-ball. Une simple coquetterie de communication, destinée à montrer son allant, à l'heure où les hommes politiques aiment s'afficher sportifs ? Mauvais procès : l'attachement du sénateur de l'Illinois au basket-ball remonte à loin. *« Il ne savait pas qui il était avant de découvrir cette discipline*, explique son beau-frère et ami, Craig Robinson, entraîneur de l'équipe de basket de l'université de Brown. *C'est là qu'il a rencontré des Noirs pour la première fois. »*

Son emploi du temps surchargé ne lui a guère laissé le loisir, ces dernières semaines, d'user ses semelles sur les *playgrounds*. Pourtant, adolescent, et même adulte, cette activité a façonné l'homme et le politique.

Métis, né à Hawaï d'une mère blanche et d'un père kényan, Barack Obama a passé ses premières années coupé de ses racines noires, à la suite de la rupture entre ses parents, alors qu'il avait 2 ans. A l'âge de 10 ans, revenu à Hawaï après quatre ans en Indonésie, il a reçu la visite de son père, qu'il n'avait plus revu depuis huit ans. En cette année 1971, ce quasi-inconnu lui a offert, pour Noël, un ballon orange qui allait changer sa vie. Grâce au basket-ball, sport fétiche des Noirs américains, Barack Obama a pu se faire ses premiers amis, s'émanciper, intégrer une communauté répondant à des codes d'honneur spécifiques.

Dans son premier livre autobiographique, *Dreams from my Father* (Rêves de mon père), il raconte comment *« ces hommes noirs* [lui] *ont enseigné la notion de respect et à ne pas afficher* [ses] *émotions, comme la peur ou la souffrance ». « Ils m'ont appris*, dit-il, *cette unité toute particulière se dégageant lors des fins de matches serrées. »*

Une vidéo de 1979, à l'image de mauvaise qualité, le montre, minicoupe afro au vent, vêtu du maillot numéro 23, concluant une action pour l'équipe du lycée de Punahou. A cette époque, le futur président des Etats-Unis se faisait encore appeler « Barry », un surnom passe-partout, qui lui a permis, plus jeune, d'éviter les questions énervantes sur ses origines.

Parfois physique et accrocheur

Le basket a également permis de rassurer sa future femme, Michelle. Originaire d'une famille de Chicago croyant que le basket révèle le caractère d'une personne, quand sa relation avec Barack est devenue sérieuse, elle a demandé à son frère, ancien joueur professionnel, de mesurer le mordant de son prétendant. *« Le basket de rue est un jeu où l'honneur est important*, analyse Craig Robinson. *Il n'y a pas d'arbitres, donc tout dépend de ton honnêteté. Si tu perds, essayes-tu de décoincentrer ton adversaire en lui parlant, ou en trichant ? Tout ce que tu fais sur le terrain permet de découvrir quel genre de personne tu es vraiment dans la vie. »*

Star de l'université de Princeton au début des années 1980, Craig Robinson a donc emmené Barack Obama sur un terrain afin de jouer avec certains de ses amis. Il a rapidement été conquis. Le natif d'Honolulu était confiant, adepte de bons mots, parfois moqueur, mais nullement arrogant. A la fin de l'après-midi, il avait passé son test avec succès.

Le 17 décembre 2007, en pleine campagne dans l'Iowa, Barack Obama, âgé de 46 ans, a accepté avec enthousiasme de se mesurer, en un contre un, à Scott Price, de l'hebdomadaire sportif *Sports Illustrated*. *« Je sais que les politiciens veulent toujours offrir un visage différent au public, je ne suis pas naïf*, explique en riant Scott Price. *Mais quand je l'ai appelé, c'était un peu comme si je contactais un pote pour lui proposer d'aller jouer au basket. Il était marrant, spontané, il ne s'est pas soucié du "qu'en-dira-t-on". Pour lui, c'était enfin l'opportunité de faire quelque chose de relaxant. »* Barack Obama, impitoyable, a battu le journaliste.

Dans les clubs sportifs de Chicago, le sénateur de l'Illinois s'est bâti au fil des années une solide réputation. Gentleman, il peut toutefois être physique, agripper les maillots et donner un coup de coude pour prendre position dans la raquette. *« Il trouve toujours un moyen de gagner »*, constate un ami proche, Martin Nesbitt, sur la chaîne ABC.

C'est aussi sur les parquets que Barack Obama s'est constitué ses plus précieux alliés et donateurs. Au sein de son équipe actuelle, on retrouve des banquiers, des financiers, des politiciens et des hommes d'affaires influents de l'Illinois rencontrés dans les années 1990, en short et en chaussures de sport, transpirant lors d'intenses joutes physiques. ■

PASCAL GIBERNÉ (NEW YORK)
(Le Monde du 9 janvier)

Le Monde
Jeudi 6 novembre 2008

Michelle et Barack Obama avant d'entrer en scène pour un meeting électoral à Raleigh (Caroline du Nord), en juin, pendant la campagne des primaires démocrates.

Michelle Obama

Prête pour le « job »

Née dans les quartiers noirs de Chicago, devenue avocate à Harvard, elle se qualifie de « singularité statistique ». Michelle Obama s'apprête à devenir la première First Lady africaine-américaine des Etats-Unis, et la plus jeune depuis Jackie Kennedy

CORINE LESNES.
WASHINGTON, CORRESPONDANTE

Dans son quartier de Chicago, on l'a remarqué : Michelle Obama n'est plus la même. En temps normal, elle est *« extraordinairement sarcastique »*, dit Barbara Engel, l'un de ses voisines de quartier, avant d'ajouter : *« Maintenant, elle ne peut plus être elle-même. »*

En deux ans de campagne, Michelle Obama s'est adoucie, adaptée aux nécessités du moment. Elle a été envoyée dans des endroits « sûrs ». Plutôt que de parler politique, plutôt que d'appeler ses auditoires à *« réclamer leur place à la table de la démocratie »*, elle a évoqué les enfants, raconté des anecdotes, désamorcé les polémiques, comme fin octobre, lorsque son mari s'est « acheté » trente minutes de publicité sur toutes les chaînes. Michelle, qui était l'invitée d'un débat télévisé humoristique, a expliqué que Malia, 10 ans, la plus âgée de leurs deux filles, s'était, comme la plupart des Américains, beaucoup inquiétée pour son émission préférée...

Diplômée de Harvard, comme son mari, Michelle Obama, 44 ans, a vite compris que sa mission pendant la campagne n'était pas de témoigner de l'avancée des femmes, mais de rassurer les électeurs. De faire en sorte qu'ils *« soient à l'aise avec l'idée d'avoir une "première dame" africaine-américaine »*, comme l'ont confié ses conseillers au *New York Times*. Dans la dernière ligne droite, elle n'a fait campagne qu'un tiers du temps. Une discrétion compensée par de multiples entretiens aux magazines familiaux, destinés à montrer que Michelle a une priorité : les enfants. *« Les gens n'ont pas l'habitude des femmes noires très éduquées. Cela les déstabilise. Les femmes africaines-américaines sont encore vues comme celles qui aident, qui ont des métiers d'assistantes »*, commente le professeur Mark Sawyer, directeur du Center for the Study of Race, Ethnicity and Politics, de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), avant d'ajouter : *« Même Oprah Winfrey* [présentatrice vedette de la télévision]. *Son show, en réalité, est fait pour aider les femmes dans leur vie quotidienne. Dès qu'elle sort de son rôle, elle est critiquée. »*

> Barack Obama était sans attaches. Michelle lui a apporté des racines solides dans le South Side de Chicago. Elle lui a donné une famille, et aussi un clan

Michelle Obama a eu à affronter le même obstacle. Dès qu'elle s'est montrée elle-même, elle a inquiété. *« Il y a toujours un manque de sympathie à son égard. Si elle est sérieuse, elle est dépeinte comme "en colère". Comme une personne qui ne reste pas à sa place »*, explique Mark Sawyer.

A l'image d'Hillary Clinton en 1992, son ambition est perçue comme un défaut. Certes, elle n'intervient pas dans la stratégie, mais elle a l'air de *« vouloir la Maison Blanche autant que son mari »*, a écrit l'hebdomadaire *Newsweek* après les primaires démocrates.

Michelle Obama a grandi à Chicago, dans le South Side, les quartiers blacks du sud de la ville, dans un foyer uni. Les parents et les enfants vivaient à quatre dans un deux-pièces. Son père, Frazer Robinson, employé de mairie, a travaillé toute sa vie, malgré une sclérose en plaques. Marian, sa mère, secrétaire, a élevé les enfants. Michelle n'était pas la première de sa classe. Mais elle a réussi à être admise à Princeton en 1981. Moins au titre de l'*« affirmative action »* (discrimination positive), pense-t-elle, que parce que son frère Craig, qui y avait obtenu une bourse, était devenu la star de l'équipe de basket.

Michelle mesure 1,82 m. Elle ne voulait pas faire de sport, justement parce qu'elle est *« grande, noire et athlétique »*, a expliqué l'un de ses anciens professeurs au *New Yorker*. Et pas de sports collectifs, parce qu'elle est malade si elle ne gagne pas. A Princeton, son frère Craig, aujourd'hui entraîneur de basket-ball, a raconté qu'elle remettait à leur place les professeurs de français. Ils ne proposaient pas assez de travaux pratiques. *« Fais comme si tu ne la connaissais pas »*, lui a conseillé sa mère.

Le campus était encore très monocolore. Elle s'est sentie *« comme une visiteuse »*. Sa thèse de sociologie porte sur la division raciale : comment les étudiants noirs s'imprègnent de la « structure sociale et culturelle blanche » au fil de leurs années d'études et s'identifient de moins en moins à leur communauté d'origine.

Les Obama avaient d'abord demandé à Princeton de garder la thèse sous scellés jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle. Mais devant l'insistance de la presse, Michelle a dû publier le texte. On y sent un scepticisme, presque une amertume, à l'opposé de l'expérience de Barack Obama.

Sa conclusion est que son diplôme de Princeton lui permettra tout au plus de s'installer à la *« périphérie de la société »*, jamais d'en *« devenir une participante à part entière »*.

Après Princeton, Michelle a étudié à la faculté de droit d'Harvard. De là, elle a suivi le chemin tracé pour l'élite « blanche » et est devenue avocate dans un cabinet d'affaires de Chicago. Elle était chargée de dossiers de propriété intellectuelle. Rien de très excitant, jusqu'à ce jour de 1989, où la direction l'a chargée de s'occuper du stagiaire d'été qui arrivait d'Harvard, un certain Barack Obama. Le couple a raconté en détail la rencontre. Elle a d'abord résisté. Un soir, il l'a emmenée au cinéma voir un film de Spike Lee. Ils se sont embrassés au Baskin-Robbins de la 53e Rue (aujourd'hui remplacé par un magasin de photocopies).

Barack Obama était sans attaches. Il avait pour références les horizons lointains d'Hawaï et de l'Indonésie. Il n'avait pas connu la génération qui a lutté contre la ségrégation. Michelle lui a apporté des racines solides, dans le South Side. *« Depuis Oscar de Priest, il n'y a pas meilleur tremplin pour une carrière politi-*

que », explique l'historien Edward Frantz, en faisant référence au premier Africain-Américain d'un Etat du Nord à avoir été élu au Congrès en 1928. Michelle lui a donné une famille, et aussi un clan.

Après avoir rencontré Barack, elle quitte le secteur privé pour entrer à la mairie de Chicago, où elle est recrutée par Valerie Jarrett, la directrice de cabinet du maire, devenue la confidente du couple et aujourd'hui l'une des porte-parole de Barack Obama. Ensuite, elle entre à l'hôpital universitaire, où elle était, jusqu'à la campagne électorale, vice-présidente en charge des relations extérieures.

Michelle Obama a dû s'habituer au regard critique. Les journaux de Chicago ont relevé que son salaire avait augmenté au fil de l'ascension politique de son mari et qu'il était passé de 121 000 dollars en 2004 à 317 000 en 2005, après l'élection sénatoriale.

Ils se sont demandés pourquoi deux avocats éduqués à Harvard n'avaient pas vu le conflit d'intérêt potentiel dans le fait d'acheter un terrain jouxtant celui qu'achetait le même jour – pour le leur revendre plus tard – l'un des financiers de leur campagne, Tony Rezko.

Quand Michelle s'épanche sur les emprunts étudiants que le couple vient juste de rembourser, les critiques rappellent que les Obama vivent depuis trois ans dans une maison de 1,65 million de dollars (qu'ils ont pu s'offrir grâce aux deux livres, devenus des best-sellers, du candidat).

Michelle Obama se trouve désormais investie d'un rôle historique dans la société américaine. *« Pour une fois, on a une perspective de l'intérieur d'une famille africaine-américaine qui va à l'encontre des stéréotypes : une famille très disciplinée, où les enfants ont la priorité, où l'on prend l'éducation au sérieux »*, dit le professeur de Los Angeles. *« Elle joue le jeu mais, au fond, il n'est pas sûr qu'elle-même y croie. Il lui est arrivé de monter sur le podium après la fin d'un discours et de se précipiter, joyeuse, vers Barack, en lui donnant un petit geste du poing, comme s'ils n'étaient que tous les deux sur scène. Là aussi, c'est une image différente des clichés*, explique Mark Sawyer : *Hollywood représente rarement des couples africains-américains amoureux. »*

Elle se voit toujours comme la petite fille du South Side qui se levait à 5 heures pour faire ses devoirs (aujourd'hui il lui arrive de se lever à 4 h 30 pour son entraînement à la salle de gym).

Comme son mari, elle « vend » son improbable histoire. *« Je suis une singularité statistique. Une fille noire, élevée dans le South Side de Chicago... Je ne suis absolument pas censée être là »*, dit-elle. Elle s'apprête à devenir la plus jeune First Lady depuis Jackie Kennedy. Elle y pense déjà.

Si Malia et Sasha s'adaptent bien à Washington et lui en laissent le temps, Michelle envisage de faire *« des tonnes de choses »*. Amener des enfants *« de toutes les origines »* à la Maison Blanche, par exemple. Le danger, selon quelqu'un qui la connaît, est sa fougue : *« Elle est le roc de Barack. Mais elle, qui va lui retenir les pieds sur terre ? »*

Interrogés par le *New York Times*, les conseillers de Barack Obama lui ont dessiné une mission plus sage : s'occuper des problèmes des femmes et des familles de militaires confrontées à la crise économique. Elle n'aura pas de bureau dans l'aile réservée au président, la *« West Wing »*. Mais comme elle l'a expliqué à la télévision, le couple – deux avocats ! – a l'habitude d'argumenter.

« Vous voulez savoir comment Barack se prépare pour un débat ? a-t-elle déclaré un jour : *il lui suffit de passer un peu de temps avec moi, et il est prêt. »* ■

« Un 11-Septembre à l'envers »

Une page d'histoire se tourne avec l'élection d'un président américain bénéficiant d'une popularité planétaire. Un phénomène inédit, commenté pour « Le Monde » par des spécialistes des Etats-Unis

ERIC COLLIER

O-Ba-Ma. Trois syllabes qui claquent. Une belle « marque » diraient des spécialistes du marketing. Une marque d'avenir. A peine élu, le 44e président des Etats-Unis jouit d'une popularité planétaire sans précédent. En quelques mois, notamment depuis son discours sur la race prononcé *en mars à Philadelphie (« la ville de la fraternité »)*, il est devenu une star internationale comme seul, jusque-là, le monde du sport ou du spectacle avaient pu en produire. Le monde entier a voté pour lui : un sondage lui avait accordé 69 % des intentions de vote des Français.

Son charisme et son talent, déployés pendant toute la campagne électorale, ont fait de Barack Obama à la fois l'idole des enfants des quartiers défavorisés et l'homme politique favori des élites mondialisées. Partout, son effigie se retrouve sur des tee-shirts ou des robes dessinés par les meilleurs créateurs de mode, mais aussi sur des œuvres d'art ou en fond d'écran de téléphones portables. On parle d'« Obamania ».

Pour plusieurs spécialistes des Etats-Unis interrogés par *Le Monde*, cette incroyable popularité vient tout d'abord d'un rejet *« massif »* des années Bush, liées au souvenir des mensonges sur les armes de destruction massive du régime de Saddam Hussein et au scandale des tortures de la prison d'Abou Ghraib, en Irak. Mais aussi d'un double effet d'identification et de reconnaissance. *« A l'heure de la mondialisation et du village planétaire, l'Amérique se remet à ressembler au monde, au moment où elle en a le plus besoin, et Barack Obama ressemble au reste du monde »*, indique Justin Vaïsse, chercheur à la Brooklyn Institution de Washington et auteur de *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis* (Odile Jacob).

> « Il a démontré que l'idée d'une Amérique divisée en communautés irréconciliables était désuète »
>
> Denis Lacorne

« Barack Obama était le candidat du monde, ajoute l'écrivain français Pascal Bruckner. *Avec sa famille présente sur quatre continents, il est à lui seul une généalogie du genre humain. »* Pour l'historienne Nicole Bacharan, le nouvel élu est *« celui qui donne au monde entier l'impression d'être reconnu »* : *« Les gens savent que, de par son histoire, ses origines ethniques, il sait que le reste du monde existe, d'une façon sensible et personnelle »*, explique l'auteur de *Les Noirs américains, des champs de coton à la Maison Blanche* (Editions du Panama, 2008).

Barack Obama n'incarne pas seulement *« l'homme le plus puissant au monde »*. Il est surtout l'homme-symbole le plus puissant au monde. Premier président noir des Etats-Unis, il ressemble à l'idée qu'on se fait partout dans le monde du « rêve américain ». Et son succès planétaire semble indiquer que le monde a besoin de croire de nouveau en ce rêve, à ses promesses d'une société où le champ des possibles n'est plus encadré par telle ou telle origine sociale. *« Avec son élection, on a envie d'être optimiste, de croire que le monde peut être plus généreux »*, avance Frédéric Martel, auteur de *De la culture en Amérique* (Gallimard, 2006).

« Le plus génial des consultants politiques n'avait pas pu inventer quelque chose de mieux pour restaurer l'image des Etats-Unis après la présidence de George Bush, souligne Justin Vaïsse. *Il offre une forme de rédemption à l'Amérique. Il tourne la page d'environ un siècle d'esclavage et d'un siècle de ségrégation, et il montre la voie de la coexistence des communautés, ethniques, religieuses, etc. Il est le premier à avoir compris qu'on en est à ce moment de l'Histoire où cette coexistence est possible. »*

Même approche pour Denis Lacorne, professeur à Sciences Po et auteur de *Les Etats-Unis* (Fayard, 2006) : *« On est à un moment où, pour Barack Obama, ce sont les thèmes unificateurs comme l'intérêt général qui l'emportent. Il est dans la critique du multiculturalisme radical. Pour lui, on n'est plus dans l'après-Martin Luther King, un moment qui avait donné Malcolm X ou Jesse Jackson, des leaders mettant en avant une fierté ("Black is beautiful") où l'ethnique primait sur le civique. Il a fait la démonstration que l'idée d'une Amérique balkanisée, divisée en communautés irréconciliables, était désuète. »* Et cette démonstration trouve, semble-t-il, un très fort écho dans le reste du monde.

Jusqu'à la fin du mois d'octobre, Pascal Bruckner animait un séminaire sur « la crise du patriotisme » dans une université du Texas. Il a vu certains de ses étudiants, parmi lesquels figuraient quelques soldats de retour d'Irak, *« choqués »* quand il leur demandait si la principale tâche de Barack Obama ne serait pas de *« réconcilier l'Amérique avec le reste du monde »*.

> « Les Américains ont compris qu'ils ont besoin de tous les talents. En France, les élites se protègent et toute la société se prive de nombreux talents »
>
> Ezra Suleiman

Les Américains voient en leur nouveau président celui qui peut les aider à se rapprocher les uns des autres après les divisions nées de la guerre en Irak, de l'échec de la politique des néoconservateurs et, surtout, de la crise économique ; le regard du monde extérieur, approbateur ou pas, vient loin derrière ces considérations intérieures. *« Ils ont encore cette impression de toute-puissance »*, explique Pascal Bruckner.

C'est pourtant sur ce terrain de la réconciliation que le président élu est le plus attendu loin des Etats-Unis. Pour Frédéric Martel, l'avènement de Barack Obama restera comme *« une date positive »* de l'histoire contemporaine, une sorte de *« 11-Septembre à l'envers »*.

Mais qui est-il ce président élu qui soulève des espoirs dans le monde entier ? Est-il cet *« homme providentiel »* envisagé par Pascal Bruckner ? *« L'homme qui montre que l'Amérique sait corriger ses erreurs »*, discerné par l'écrivain-journaliste Frédéric Martel ?

Sera-t-il celui qui va réconcilier son pays avec le reste du monde après les huit années de la présidence controversée de George Bush ? Ou restera-t-il dans la continuité de son prédécesseur sur de nombreux sujets, comme le prévoient les spécialistes des Etats-Unis ? *« Il y a des sujets de politique étrangère, comme la crise en Géorgie ou l'Iran, sur lesquels il peut se retrouver à incarner des positions à peine moins impérialistes que celles de George Bush »*, observe Thomas Piketty, professeur à l'Ecole d'économie de Paris (EEP).

A propos de ses choix de société, *« les gens vont être stupéfaits de réaliser qu'il est favorable au port d'armes : c'est un Américain ! »*, ajoute Ezra Suleiman, professeur de sciences politiques à l'université de Princeton. Il est également favorable à la peine de mort. Mais pour l'heure, l'*« Obamania »* qui a saisi la planète ne s'arrête pas à ces considérations.

Une fois installé à la Maison Blanche, en janvier 2009, Barack Obama pourrait donc décevoir ses supporteurs non américains, préviennent ces observateurs. *« Il hérite d'une situation économique très difficile : il n'aura pas une grande marge de manœuvre »*, rappellent-ils. Pour eux, le nouvel homme fort de la scène internationale n'est pas le « radical » que beaucoup avaient cru reconnaître en Europe. *« Il ne faut pas surestimer l'impact idéologique produit aux Etats-Unis par la crise financière*, souligne Thomas Piketty. *De Barack Obama, il ne faut pas s'attendre à un changement radical de politique économique. »*

Sa couleur de peau joue évidemment un grand rôle dans sa popularité internationale. Pourtant, la question raciale, la plus commentée de toutes pendant la campagne électorale, n'a pas forcément le sens qu'on lui attribue à l'extérieur des Etats-Unis. *« Dans le reste du monde, il est le candidat des minorités, mais je ne suis pas sûr qu'il soit vraiment le candidat des minorités aux Etats-Unis »*, explique Frédéric Martel. Les Africains-Américains eux-mêmes, Jesse Jackson en tête, ont tardé à se rallier à sa candidature.

Pour Denis Lacorne, *« très nombreux sont les Américains qui ont dépassé la question de la race. Il y a déjà eu avant lui des maires ou des gouverneurs noirs élus dans des villes ou des Etats à majorité blanche. Et Colin Powell ou Condoleezza Rice ont occupé des postes importants au gouvernement. Il y a plus important que la race pour les Américains : la crise économique et le ras-le-bol de Bush et des "reaganomics". Ils veulent un changement et il se trouve qu'Obama est là. Qu'il soit noir ou pas n'est pas la question. »*

Au-delà de cette différence de perception du phénomène Obama vu des Etats-Unis ou du reste du monde, une chose est sûre : le choix des électeurs américains aura un impact sur la vie politique du monde entier. A certains vieux pays européens torturés par la question de « l'identité nationale », il renverra inévitablement l'image d'une société bloquée. *« Cela va devenir compliqué, en France, de caricaturer les Etats-Unis*, prédit Thomas Piketty. *C'est tout de même un pays où l'on a moins peur de renouveler les élites ou de présenter aux élections des gens encore jeunes. »*

Pour Denis Lacorne, *« on n'imagine pas un Barack Obama à l'ENA. Dans le système français, il n'aurait pas pu réussir ». « Les Américains ont compris qu'ils ont besoin de tous les talents et que les talents se trouvent dans toutes les communautés*, observe Ezra Suleiman. *En France, les élites se protègent et toute la société se prive de nombreux talents. »*

Le professeur américain, qui vient de publier *Schizophrénies françaises* (Grasset, 2008), était à Paris quand Barack Obama a effectué une brève escale à l'Elysée, en juillet. Ce n'est pas un hasard, note-t-il, si le sénateur de l'Illinois ne s'est arrêté que deux heures à Paris après son triomphe à Berlin, où il avait pris la parole devant 200 000 personnes : *« J'ai toujours pensé que cela arrangeait aussi bien Obama que Sarkozy. Mieux valait pour le candidat américain ne pas s'afficher trop longtemps avec des Français : cela ne passe pas toujours très bien auprès d'une partie de l'Amérique profonde ; et pour le président de la République, la confrontation ne faisait que souligner l'écart entre les deux pays sur la question de la représentativité des minorités au sein des élites. »*

Barack Obama à la Maison Blanche, *« l'Amérique cessera d'apparaître comme un pays de racisme et un pays comme la France apparaîtra d'autant plus comme un vieux pays conservateur, prudent »*, prophétise Pascal Bruckner. *« Mais*, ajoute-t-il, optimiste, *cela a toujours été le rôle de l'Amérique de tirer le monde occidental. »* ■

Toutes les photos de ce supplément – hormis celles des pages 2 et 3 – ont été réalisées par Callie Shell, de l'agence Aurora Photos. Cette photographe de 47 ans, originaire du sud des Etats-Unis (ci-contre, sur un cliché pris par Barack Obama), a rencontré le futur président américain il y a cinq ans. Elle a suivi toute sa campagne pour le magazine *Time*.

« La race est une question que notre pays ne peut se permettre d'ignorer »

Le 18 mars, celui qui n'était encore que candidat à l'investiture démocrate a prononcé un discours fondateur à Philadelphie. Extraits

Le discours que le sénateur de l'Illinois, alors candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, a prononcé le 18 mars en Pennsylvanie est un texte important. Pour la première fois, Barack Obama y expose sa conception des relations raciales aux Etats-Unis. Il y a été forcé par la publication des propos d'un de ses proches, le pasteur Jeremiah Wright, qui dénonçait en termes virulents la discrimination envers les Noirs. Tout en s'en dissociant, M. Obama rebondit en offrant sa vision d'une « union plus parfaite » du peuple américain.

Le Monde du 27 mars 2008

« *Nous, le peuple, en vue de former une union plus parfaite* » : il y a 221 ans, dans une salle qui existe encore, tout près d'ici, des hommes se sont rassemblés et, par ces simples mots, ont inauguré l'improbable expérience démocratique américaine. Fermiers et savants, hommes d'Etat et patriotes ayant traversé un océan afin d'échapper à la tyrannie et aux persécutions, ces hommes venaient enfin de concrétiser leur déclaration d'indépendance au cours de la convention réunie à Philadelphie durant tout le printemps 1787. Le document qu'ils rédigèrent fut en définitive signé, mais il restait inachevé. Il portait la tache du péché originel de ce pays : l'esclavage, une question qui divisait les colonies et qui paralysa la convention jusqu'à ce que les Pères fondateurs décident d'autoriser le commerce des esclaves à se poursuivre durant au moins vingt années, et de laisser la décision finale aux générations futures.

Bien sûr, la réponse à la question de l'esclavage figurait déjà dans notre Constitution : une Constitution qui comportait en son cœur même l'idéal de l'égalité de tous les citoyens devant la loi ; une Constitution qui promettait à son peuple la liberté, la justice, et une union qui pouvait et devait être améliorée avec le temps. Et pourtant, les mots inscrits sur ce parchemin ne devaient pas suffire à délivrer les esclaves de leurs chaînes ni à garantir aux hommes et aux femmes de toute couleur et de toute confession l'intégralité de leurs droits et devoirs de citoyens des Etats-Unis. Il faudrait pour cela des générations successives d'Américains prêts à jouer leur rôle – par les manifestations et les luttes, dans les rues et devant les tribunaux, au travers d'une guerre civile et de la désobéissance civique, et toujours au prix de grands risques – afin de combler le fossé entre les promesses de nos idéaux et la réalité de leur temps.

C'est une des tâches que nous nous sommes fixées au début de cette campagne : poursuivre la longue marche de ceux qui nous ont précédés, une marche pour une Amérique plus juste, plus égale, plus libre, plus attentionnée et plus prospère. J'ai décidé de me présenter à la présidence à ce moment de l'Histoire, car je suis profondément convaincu que nous ne pourrons résoudre les défis de notre époque si nous ne les résolvons pas ensemble, si nous ne perfectionnons pas notre union en comprenant que nous pouvons avoir des histoires différentes, mais que nous entretenons les mêmes espoirs ; que nous pouvons avoir un aspect différent et ne pas tous venir du même endroit, mais que nous voulons tous aller dans la même direction, vers un meilleur avenir pour nos enfants et nos petits-enfants. Cette conviction découle de ma foi inébranlable dans la droiture et la générosité du peuple américain. Mais elle provient aussi de ma propre histoire américaine.

Je suis le fils d'un homme noir du Kenya et d'une femme blanche du Kansas. J'ai été élevé en partie par un grand-père blanc qui, après avoir survécu à la Grande Dépression, servit sous les ordres de Patton durant la seconde guerre mondiale, et par une grand-mère blanche qui travaillait sur une chaîne de montage de bombardiers à Fort Leavenworth pendant qu'il combattait outre-mer. J'ai étudié dans certaines des meilleures écoles d'Amérique et vécu dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Je suis marié à une Américaine noire qui a en elle du sang d'esclave et du sang de propriétaires d'esclaves – un héritage que nous transmettons à nos deux filles adorées. J'ai des frères, des sœurs, des nièces, des neveux, des oncles et des cousins de toute race et de toute couleur de peau, dispersés sur trois continents, et jusqu'à mon dernier jour je n'oublierai jamais que mon histoire n'aurait été possible dans aucun autre pays du monde.

C'est une histoire qui ne fait pas de moi le plus conventionnel des candidats, mais c'est une histoire qui a, de façon indélébile, imprimé dans mes gènes l'idée que ce pays représente plus que la somme de ses parties, que nous tous qui le composons, nous ne formons, en réalité, qu'un.

Pendant la première année de cette campagne, malgré toutes les prédictions qui annonçaient le contraire, nous avons pu constater à quel point le peuple américain avait soif de ce message d'unité. En dépit de la tentation de ne voir ma candidature qu'au travers d'une lorgnette purement raciale, nous avons remporté des victoires décisives dans des Etats qui comptent des populations parmi les plus blanches du pays *(...)*.

Cela ne veut pas dire pour autant que la race n'a jamais posé problème dans cette campagne. En différentes occasions, certains commentateurs m'ont trouvé *« trop noir »* ou, au contraire, *« pas assez noir »*. Nous avons vu affleurer les tensions raciales au cours de la semaine qui a précédé les primaires de Caroline du Sud. La presse a examiné à la loupe le moindre sondage de sortie des urnes afin d'y déceler une preuve de polarisation raciale, et ce pas simplement entre Blancs et Noirs, mais aussi entre Noirs et « Bruns ». Et pourtant, ce n'est qu'au cours des deux dernières semaines que le débat sur la race a pris une orientation décisive.

« Je ne peux pas plus renier le pasteur Wright que je ne pourrais renier ma grand-mère blanche (...) qui m'a un jour avoué qu'elle avait peur lorsqu'elle croisait un Noir dans la rue »

A l'une des extrémités du spectre s'est exprimée l'idée selon laquelle ma candidature ne serait au fond qu'un exercice de discrimination positive ; qu'elle serait fondée uniquement sur le désir de libéraux naïfs d'obtenir à moindre coût la réconciliation entre les races. A l'autre extrémité, on a entendu mon ancien pasteur, le révérend Jeremiah Wright, utiliser un langage incendiaire pour exprimer des opinions qui non seulement risquent d'approfondir la fracture raciale, mais qui de plus dénigrent la grandeur et la bonté de notre pays ; ces opinions sont offensantes autant pour les Noirs que pour les Blancs.

J'ai déjà condamné, dans des termes sans équivoque, les propos du révérend Wright à l'origine de cette controverse. Mais certains continuent de se poser des questions. Savais-je qu'il critiquait de façon parfois violente la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis ? Bien sûr. L'avais-je déjà entendu, dans ses sermons, faire des remarques susceptibles de provoquer la polémique ? Oui. Me suis-je trouvé en profond désaccord avec beaucoup de ses conceptions politiques ? Absolument – tout comme je suis sûr que beaucoup d'entre vous ont entendu dans la bouche de leur pasteur, de leur prêtre ou de leur rabbin des remarques avec lesquelles vous n'étiez pas du tout d'accord.

Mais les remarques qui ont déclenché cette tempête n'étaient pas simplement sujettes à controverse. Elles ne traduisent pas seulement la volonté d'un responsable religieux de s'élever contre ce qu'il perçoit comme une injustice. Elles expriment en réalité une vision profondément déformée de ce pays : une vision qui considère le racisme blanc comme endémique, et qui met tout ce qui ne va pas en Amérique au-dessus de ce qui, nous le savons tous, marche bien en Amérique ; une vision qui estime que les conflits au Moyen-Orient trouvent principalement leur origine dans les actions de solides alliés comme Israël, et non dans les idéologies perverses et haineuses de l'islam radical.

Et en ce sens, les déclarations du révérend Wright ne sont pas seulement erronées, elles sont porteuses de division, et ce à un moment où nous avons besoin d'unité ; elles sont racialement marquées, alors que nous devons au contraire nous rassembler pour résoudre une série de problèmes énormes : deux guerres, la menace terroriste, une économie en déclin, une crise chronique du système de santé et un changement climatique potentiellement dévastateur ; des problèmes qui ne sont ni blancs ni noirs, ni latinos ni asiatiques, mais auxquels chacun d'entre nous est confronté.

(...) Mais, en vérité, je connais d'autres aspects du révérend Wright. L'homme que j'ai connu il y a plus de vingt ans est un homme qui m'a aidé à embrasser la foi chrétienne, un homme qui m'a parlé de notre devoir de nous aimer les uns les autres ; d'être secourable au malade et de soulager la détresse du pauvre. C'est un homme qui a servi son pays dans les rangs des marines ; qui a étudié et enseigné dans quelques-uns des plus prestigieux séminaires et universités de ce pays, et qui, depuis plus de trente ans, dirige une église qui sert sa communauté en accomplissant sur Terre l'œuvre de Dieu, en procurant un toit aux sans-abri, en venant en aide aux nécessiteux, en organisant des crèches, en finançant des bourses, en assurant des ministères dans les prisons, et en s'occupant des personnes contaminées par le virus du sida.

(...) Cela permettra peut-être de mieux comprendre ma relation avec le révérend Wright. Aussi imparfait qu'il puisse être, il fait un peu partie de ma famille. Il a raffermi ma foi, célébré mon mariage et baptisé mes enfants. Pas une seule fois, dans mes conversations avec lui, je ne l'ai entendu parler d'un groupe ethnique quel qu'il soit en termes péjoratifs ni traiter les Blancs avec lesquels il était en rapport autrement qu'avec courtoisie et respect. Il réunit en lui les contradictions – bonnes et mauvaises – de la communauté qu'il sert avec dévouement depuis tant d'années. Je ne peux pas plus le renier que je ne puis renier la communauté noire. Je ne peux pas plus le renier lui que je ne pourrais renier ma grand-mère blanche, une femme qui m'a en partie élevé, qui a consenti d'innombrables sacrifices pour moi, qui m'aime plus que tout au monde, mais une femme qui m'a un jour avoué qu'elle avait peur lorsqu'elle croisait un Noir dans la rue, et qui, plus d'une fois, a proféré des stéréotypes raciaux ou ethniques qui me faisaient grincer des dents. Ces personnes font partie de moi. Et elles font partie de l'Amérique, ce pays que j'aime.

(...) Mais la race est une question que notre pays ne peut se permettre d'ignorer *(...)*. Comme l'a écrit William Faulkner, *« le passé n'est ni mort ni enterré. En fait, il n'est même pas passé »*. Inutile d'égrener ici l'histoire de l'injustice raciale dans ce pays. Mais nous devons absolument nous souvenir que beaucoup des disparités qui existent aujourd'hui au sein de la communauté afro-américaine trouvent directement leur origine dans les inégalités transmises par une génération qui a souffert de l'héritage brutal de l'esclavage et du racisme.

Les écoles réservées aux Noirs étaient, et sont toujours, de moins bonnes écoles ; nous n'y avons toujours pas remédié *(...)* et l'enseignement inférieur qu'elles prodiguaient et continuent de prodiguer permet d'expliquer en partie l'écart que l'on continue de constater entre les résultats des étudiants noirs et ceux des Blancs.

La discrimination légale – par laquelle on empêchait les Noirs, souvent par la violence, d'acquérir une propriété ; on refusait des prêts à des entrepreneurs afro-américains ; on empêchait les Noirs propriétaires de leur logement de bénéficier de prêts hypothécaires avantageux ; on excluait les Noirs des syndicats, de la police, du corps des pompiers – s'est traduite par l'impossibilité pour les familles noires d'accumuler un patrimoine qu'elles auraient pu transmettre aux générations suivantes. Cette histoire permet d'expliquer les différences de niveau de vie et de revenus entre Blancs et Noirs, ainsi que les poches de pauvreté qui subsistent aujourd'hui encore dans trop de communautés rurales et urbaines.

« Contrairement à ce que prétendent certains de mes adversaires, Blancs ou Noirs, je n'ai jamais eu la naïveté de croire que nous pourrions dépasser nos divisions raciales en un seul cycle électoral, ou grâce à une seule candidature »

Le manque d'opportunités économiques accessibles aux hommes noirs, tout comme la honte et la frustration découlant de leur incapacité à subvenir aux besoins de leurs familles ont contribué à la dégradation de la condition des familles noires, un problème que les politiques d'aides sociales menées depuis de nombreuses années pourraient avoir aggravé. Et l'absence de multiples services essentiels dans de nombreux quartiers urbains noirs – des aires de jeux pour les enfants, des rondes de police, un ramassage régulier des ordures et le respect du code de la construction – a contribué à générer un cycle de violence, de gâchis et d'abandon qui continue de nous hanter.

C'est là la réalité dans laquelle le révérend Wright et les autres Africains-Américains de sa génération ont grandi. Ils sont devenus adultes à la fin des années 1950 et au début des années 1960, à une époque où la ségrégation régnait encore en maître et où l'ascension sociale des Noirs était systématiquement entravée. Et ce qui est remarquable, ce n'est pas de constater combien ont échoué en raison de cette discrimination, mais le nombre d'hommes et de femmes qui ont su surmonter les obstacles ; le nombre de ceux qui ont réussi à tracer un chemin en plein nulle part pour ceux qui, comme moi, viendraient après eux.

Mais si quelques-uns ont su, à force de persévérance, accéder à leur part du rêve américain, beaucoup d'autres n'y sont pas parvenus – tous ceux qui au bout du compte, d'une manière ou d'une autre, ont été vaincus par la discrimination. Cet héritage de défaite a été transmis aux générations suivantes –, tous ces jeunes hommes et, de plus en plus, ces jeunes femmes que nous voyons traîner aux coins des rues ou s'étioler dans nos prisons, sans aucun espoir ni aucune perspective d'avenir.

Et même parmi les Noirs qui s'en sont sortis, les questions de race et de racisme continuent de façonner de manière fondamentale leur vision du monde. Pour les hommes et les femmes de la génération du révérend Wright, le souvenir des humiliations, des doutes et des peurs n'a pas disparu ; pas plus que la colère et l'amertume de ces années-là. Cette colère ne s'exprime peut-être pas en public, devant des collègues ou des amis blancs. Mais on l'entend s'exprimer chez le coiffeur ou à la table de la cuisine. Parfois, cette colère est exploitée par certains politiciens qui cherchent par là à s'assurer des voix en fonction de divisions raciales, ou à faire oublier leurs propres échecs.

Et à l'occasion, cette colère trouve sa voix à l'église un dimanche matin, en chaire ou parmi les fidèles. Le fait que tant de personnes soient surprises de percevoir cette colère dans quelques-uns des sermons du révérend Wright ne fait que nous rappeler le vieux truisme selon lequel le moment le plus racialement séparé de la vie américaine est le dimanche matin. Cette colère n'est pas toujours productive ; en vérité, elle empêche trop souvent de se consacrer à résoudre les vrais problèmes ; elle nous empêche de faire courageusement face à notre propre complicité dans notre condition, et elle empêche la communauté africaine-américaine de nouer les alliances dont elle a besoin pour parvenir à un véritable changement. Mais la colère est réelle ; elle est puissante ; et se contenter de l'écarter d'un revers de main, de la condamner sans en comprendre les racines ne sert qu'à creuser encore le fossé d'incompréhension existant entre les races.

Pourtant, il existe une colère similaire dans certains secteurs de la communauté blanche. La plupart des Américains blancs appartenant à la classe ouvrière et à la classe moyenne n'ont pas le sentiment que leur race les a particulièrement avantagés. Leur expérience est celle des immigrants – pour ce qui les concerne, personne ne leur a jamais rien donné : ils sont partis de rien et ont gagné eux-mêmes ce qu'ils ont. Ils ont travaillé dur toute leur vie, et tout ça, bien souvent, pour voir leur emploi être délocalisé à l'étranger ou leur retraite réduite comme peau de chagrin après une vie entière de labeur. Ils sont inquiets pour leur avenir et sentent leurs rêves leur échapper ; dans une époque de stagnation des salaires et de concurrence globale, on en vient à considérer les opportunités comme un jeu à gain nul dans lequel les rêves des uns se concrétisent aux dépens de ceux des autres.

C'est pourquoi, quand on leur dit qu'ils doivent envoyer leurs enfants dans une école à l'autre bout de la ville ; quand ils apprennent qu'un Africain-Américain a eu la priorité pour obtenir un travail intéressant ou une place dans une bonne université en raison d'une injustice à laquelle ils n'ont en rien participé personnellement ; quand on leur dit que leurs craintes devant la criminalité sévissant dans les quartiers urbains procèdent sans doute de leurs préjugés, leur ressentiment s'accroît de jour en jour. Tout comme la colère au sein de la communauté noire, ce ressentiment ne s'exprime pas toujours de façon policée. Mais il a contribué à façonner le paysage politique depuis au moins une génération *(...)*.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Tel est le blocage racial dans lequel nous nous trouvons depuis des années. Contrairement à ce que prétendent certains de mes adversaires, blancs ou noirs, je n'ai jamais eu la naïveté de croire que nous pourrions dépasser nos divisions raciales en un seul cycle électoral, ou grâce à une seule candidature, surtout avec une candidature aussi imparfaite que la mienne. Mais j'ai voulu affirmer une conviction profonde, enracinée dans ma foi en Dieu et dans ma foi dans le peuple américain : en travaillant ensemble, nous pourrons dépasser quelques-unes de nos vieilles blessures raciales, et en réalité, nous n'avons pas le choix si nous voulons progresser sur la voie d'une union plus parfaite *(...)*. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Barack Obama avec les employés d'une chocolaterie, en mars, lors d'une visite à Lititz, en Pennsylvanie.

« Peuples du monde, notre heure est venue »

Le 24 juillet, à Berlin, Barack Obama affirme qu'il faut désormais « rendre l'espoir aux oubliés de la mondialisation »

Le Monde du 26 juillet 2008

Ce soir, ce n'est pas le candidat à l'élection présidentielle qui s'adresse à vous, mais un citoyen fier d'être américain, un citoyen du monde *(...)*. La route qui m'a mené jusqu'ici ne suit pas une ligne droite. Ma mère est née dans l'Amérique profonde, mais mon père a passé son enfance à garder des chèvres au Kenya *(...)*.

En pleine guerre froide, mon père décida, comme plusieurs de ses semblables aux confins du monde, que, pour réaliser son ambition, son rêve, il avait besoin de la liberté et de l'égalité des chances que promettait l'Occident. Il a donc écrit sans relâche à toutes les universités américaines jusqu'à ce que quelqu'un, quelque part, entende sa prière pour une vie meilleure.

Voilà pourquoi je me retrouve ici aujourd'hui *(...)*. Vous le savez, si nous sommes ici ce soir, c'est que des hommes et des femmes de nos deux nations se sont unis pour travailler, pour se battre, pour se sacrifier en vue d'une vie meilleure.

Notre alliance a été scellée il y a exactement soixante ans cet été, le jour où le premier avion américain a atterri à l'aéroport de Tempelhof. A cette époque, une grande partie du continent européen était encore sous les décombres. Et les ruines de cette ville allaient servir à élever un mur. Sur l'Europe de l'Est tombait la nuit soviétique, tandis qu'à l'Ouest, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France constataient le désastre et cherchaient les moyens de reconstruire le monde. Le 24 juin 1948, les communistes imposèrent le blocus sur la partie ouest de la ville. Ils empêchèrent plus de deux millions d'Allemands d'être ravitaillés, pour essayer d'éteindre l'ultime étincelle de liberté à Berlin.

Face à la colossale puissance de l'armée soviétique, nos forces ne faisaient pas le poids. Pourtant, si nous avions battu en retraite, le communisme se serait répandu dans l'Europe entière *(...)*. Berlin était le dernier rempart. C'est alors que fut mis en place le pont aérien, la plus grande et la plus improbable opération de sauvetage de l'Histoire, qui redonna nourriture et espoir aux habitants de cette ville *(...)*. Même aux heures les plus sombres, les Berlinois ont conservé vivante la flamme de l'espérance. Ils n'ont pas baissé les bras. Et enfin, par un beau jour d'automne, des centaines de milliers de Berlinois se sont réunis ici même, au Tiergarten, pour entendre l'appel de leur maire implorant le monde de ne pas abandonner la cause de la liberté. *« Il n'y a qu'une seule possibilité*, dit-il, *c'est de rester unis jusqu'à la victoire... Peuples du monde, faites votre devoir... Peuples du monde, regardez vers Berlin ! »* *(...)*. Berlin, où le courage d'un peuple a rencontré la générosité du plan Marshall pour créer un « miracle allemand » ; où la victoire sur la tyrannie a donné naissance à l'OTAN, la plus belle alliance jamais conçue pour la défense de notre sécurité commune *(...)*.

Lorsque vous, citoyens allemands, avez abattu ce mur qui divisait l'Est et l'Ouest, la liberté et la tyrannie, la peur et l'espérance, d'autres murs se sont effondrés dans le monde entier. De Kiev au Cap, on a fermé les camps de prisonniers et ouvert les portes à la démocratie. Les marchés aussi se sont ouverts, la diffusion de l'information et des technologies a renversé les barrières, laissant libre cours à l'esprit d'entreprise et à la prospérité. Si le XX[e] siècle nous a appris que nous partagions un destin commun, le XXI[e] montre que le monde est plus imbriqué que jamais *(...)*.

C'est à Hambourg que les terroristes du 11-Septembre ont fomenté leur complot, c'est à Kandahar et à Karachi qu'ils se sont entraînés, avant de tuer des milliers de personnes venues de partout sur le sol américain. Au moment même où je vous parle, des voitures à Boston et des usines à Pékin sont en train de faire fondre la banquise dans l'Arctique, de rogner le littoral atlantique et de provoquer la sécheresse des fermes du Kansas jusqu'au Kenya. Des sites nucléaires insuffisamment protégés en ex-Union soviétique ou des secrets divulgués par un scientifique au Pakistan pourraient permettre la construction d'une bombe destinée à exploser à Paris. Les graines de pavot d'Afghanistan deviennent de l'héroïne à Berlin. La pauvreté et la violence en Somalie engendrent le terrorisme de demain. Le génocide au Darfour est une tache sur notre conscience à tous.

Dans ce monde nouveau, des courants dangereux se sont diffusés plus vite que nos capacités à les contenir. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre d'être divisés *(...)*. Aucun d'entre nous ne peut nier la réalité de ces menaces, ni se soustraire à la responsabilité de leur faire face *(...)*. En Europe, l'opinion qui impute aux Etats-Unis une part de responsabilité dans les dérives de notre monde, au lieu d'y voir une force régulatrice, s'est banalisée. En Amérique, certaines voix se sont élevées pour dénigrer ou minimiser l'importance de l'Europe pour notre défense et notre avenir. L'un et l'autre bord méconnaissent la réalité : les Européens sont aujourd'hui investis de nouveaux fardeaux et assument davantage de responsabilités dans les régions en crise ; et de même les bases américaines construites au siècle précédent continuent de garantir la sécurité de ce continent *(...)*. Certes, il y a eu des différends entre les Etats-Unis et l'Europe. Et il y en aura d'autres à l'avenir. Mais nous restons unis par les tâches qu'impose une citoyenneté mondiale. Un changement d'administration à Washington ne les supprimera pas. Le partenariat et la coopération entre les nations ne relèvent pas d'un choix : c'est la seule option pour assurer notre sécurité et faire progresser notre humanité commune *(...)*.

Aucun mur ne doit plus séparer les anciens alliés de part et d'autre de l'Atlantique. Aucun mur ne doit plus séparer les pays riches et les pays pauvres. Aucun mur ne doit plus séparer les races et les ethnies, les citoyens de souche et les immigrés, les chrétiens, les juifs et les musulmans. Voilà les murs qu'il faut aujourd'hui abattre *(...)*. Les murs ne sont pas tombés qu'à Berlin, ils sont aussi tombés à Belfast, où protestants et catholiques ont trouvé le moyen de vivre ensemble ; dans les Balkans, où notre Alliance atlantique a mis fin aux conflits et a traduit en justice des criminels de guerre sanguinaires ; en Afrique du Sud, où la lutte d'un peuple courageux a vaincu l'apartheid.

Les murs peuvent être abattus, l'Histoire nous le rappelle sans cesse. Même si ce n'est jamais facile. Le véritable partenariat et le véritable progrès demandent un travail constant et des sacrifices prolongés *(...)*. C'est pourquoi l'Amérique ne peut pas s'isoler. L'Europe ne peut pas s'isoler. Le temps est venu de lancer de nouveaux ponts à travers le monde, aussi solides que ceux qui nous ont liés de part et d'autre de l'Atlantique. Le temps est venu de nous unir, au moyen d'une coopération constante *(...)*. Le temps est venu de mettre un terme au terrorisme et d'assécher la source d'extrémisme qui l'alimente *(...)*. Si nous avons pu fonder l'OTAN pour vaincre l'Union soviétique, nous pouvons encore créer un partenariat nouveau et global pour démanteler les réseaux qui ont frappé à Madrid et à Amman, à Londres et à Bali, à Washington et à New York. Si nous avons pu remporter une bataille idéologique contre le communisme, nous pouvons soutenir la grande majorité des musulmans qui s'opposent à l'extrémisme porteur de haine, plutôt que d'espérance.

Le temps est venu de raffermir notre résolution d'éradiquer les terroristes qui mettent en péril notre sécurité en Afghanistan, et les trafiquants qui vendent de la drogue dans nos rues. Personne n'est pour la guerre. Je reconnais que les difficultés en Afghanistan sont énormes *(...)*. Pour les Afghans, et pour notre sécurité à tous, le travail doit être fait. Les Etats-Unis ne peuvent agir seuls. Les Afghans ont besoin de nos soldats et des vôtres, de notre soutien et du vôtre, pour en finir avec les talibans et Al-Qaida, pour développer leur économie et pour les aider à reconstruire leur pays. Trop d'intérêts sont en jeu pour que nous puissions faire marche arrière maintenant.

Le temps est venu de remettre à l'ordre du jour l'objectif d'un désarmement nucléaire mondial *(...)*. Nous ne pouvons pas rester les bras ballants à contempler une prolifération nucléaire mortifère. Il est temps de neutraliser tous les déchets nucléaires épars, d'enrayer le développement des armes atomiques et de réduire les arsenaux d'une autre époque *(...)*. Le temps est venu pour chaque nation en Europe d'être maître de son propre destin *(...)*. Le temps est venu de construire sur la richesse créée par l'ouverture des marchés et de partager ses bénéfices plus équitablement. Le commerce a été la pierre angulaire de notre croissance et du développement mondial. Mais nous ne pourrons pas maintenir cette croissance si elle favorise seulement quelques privilégiés *(...)*. Le temps est venu d'un commerce libre et équitable pour tous.

Au Moyen-Orient aussi, le temps est venu d'une aube nouvelle. *Mon pays doit* s'unir au vôtre et à l'Europe tout entière pour adresser un message clair à l'Iran, qui doit renoncer à ses ambitions nucléaires. Nous devons soutenir les Libanais qui ont manifesté et versé leur sang pour la démocratie, ainsi que les Israéliens et les Palestiniens qui cherchent une paix solide et durable. Et malgré les divergences du passé, il est temps que le monde entier soutienne les millions d'Irakiens qui essaient de reconstruire leur existence, alors même que nous passons le relais au gouvernement irakien en mettant fin à cette guerre.

Le temps est venu de nous unir pour sauver la planète *(...)*. Engageons-nous à ce que toutes les nations, y compris la mienne, agissent avec la même détermination dont a fait preuve votre pays, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Il est temps de rendre à nos enfants leur avenir *(...)*.

Et il est temps de rendre l'espoir aux oubliés de la mondialisation *(...)*. Allons-nous tendre la main aux oubliés de ce monde, qui aspirent à une vie de dignité, d'égalité, de sécurité et de justice ? Allons-nous libérer les enfants du Bangladesh de la pauvreté, abriter les réfugiés du Tchad, venir à bout de l'épidémie de sida ? Allons-nous nous battre pour le respect des droits humains des dissidents de Birmanie, des blogueurs d'Iran ou des électeurs du Zimbabwe ? Allons-nous donner un sens à la formule *« Jamais plus ! »* au Darfour ? *(...)*

Allons-nous rejeter la torture et prendre le parti de la loi ? Allons-nous accueillir les immigrants de différentes origines, nous opposer à la discrimination contre ceux qui ne nous ressemblent pas ou ne partagent pas notre religion et honorer la promesse de l'égalité des chances pour tous ?

Peuple de Berlin, peuples du monde, notre heure est venue. ■

Le nouveau Kennedy

Le Monde du 6 février et du 27 août 2008

Extraits des discours du sénateur Edward Kennedy, le 28 janvier à l'American University de Washington et le 25 août à la convention démocrate de Denver, apportant son soutien à Barack Obama

Washington, 28 janvier

« Je sens du changement dans l'air. Chaque fois que l'on m'a demandé, ces deux dernières années, qui je soutiendrai aux primaires démocrates, ma réponse a toujours été la même : je soutiendrai le candidat qui m'inspire, qui nous inspire tous, qui peut incarner notre vision, rassembler nos espoirs et renouveler notre croyance que, pour ce pays, les meilleurs jours sont encore à venir. J'ai trouvé ce candidat. Et il me semble que vous aussi (...) Je crois qu'il y a un candidat qui a d'extraordinaires dons de leadership et de caractère, adaptés aux extraordinaires exigences de ce moment de notre histoire. Il comprend ce que Martin Luther King appelait *« l'impérieuse nécessité du présent »*. Il sera un président qui refusera d'être enfermé dans les schémas du passé.

C'est un leader qui voit le monde clairement mais sans cynisme. C'est un combattant qui se passionne pour les causes dans lesquelles il croit, sans démoniser ceux qui pensent autrement. Il est têtu, mais il a aussi une rare capacité à faire appel au meilleur côté de la nature humaine. Je suis fier d'être ici aujourd'hui et d'offrir mon aide, ma voix, mon énergie et mon engagement à faire que Barack Obama devienne le prochain président des Etats-Unis (...)

Nous connaissons le bilan de Barack Obama. Et le courage qu'il a montré quand tant d'autres étaient silencieux ou simplement suivaient le mouvement. Depuis le début, il s'est opposé à la guerre en Irak. Et ne laissez personne nier cette vérité.

Il possède la grande intelligence qui aurait pu le conduire à faire une carrière brillante dans un cabinet juridique, mais a choisi à la place de se mettre au service de sa communauté et d'entrer ensuite dans la vie publique. Il y a aussi son inlassable habileté de sénateur, présent au petit matin pour nous aider à mettre la dernière main à un compromis sur la réforme de l'immigration, lui qui a toujours su trouver le moyen de protéger à la fois la sécurité nationale et la dignité de ceux qui n'ont pas le droit de vote. *(...)* Et il y a l'efficacité réelle de Barack Obama pour créer une législation qui place des professeurs de grande qualité dans nos salles de classe, et pour inciter et pousser le Sénat à adopter la réforme la plus avancée de son histoire en matière d'éthique.

> « A présent, avec Barack Obama, il y a un nouveau leader national qui nous a parlé du pays que nous deviendrons si nous pouvons nous élever au-dessus des vieilles politiques qui nous ont séparés et montés les uns contre les autres »

A présent, avec Barack Obama, il y a un nouveau leader national qui a offert à l'Amérique une campagne différente, une campagne non juste centrée sur lui-même, mais sur nous tous. Une campagne qui nous a parlé du pays que nous deviendrons si nous pouvons nous élever au-dessus des vieilles politiques qui nous ont séparés et montés les uns contre les autres. »

Denver, 25 août

« Je suis venu ici, ce soir, me dresser à vos côtés pour changer l'Amérique, pour restaurer son avenir, s'élever vers nos meilleurs idéaux, et pour élire Barack Obama président des Etats-Unis.

Et quand je regarde devant moi, la famille et les amis me font me sentir fort. Ensemble, nous avons connu des succès et des revers, la victoire et la défaite. Mais nous n'avons jamais cessé de croire que nous sommes appelés à vivre dans un pays meilleur et un monde nouveau *(...)*

Pour moi c'est un moment d'espoir – de nouvel espoir dans une prospérité juste et équitable pour le plus grand nombre, et non seulement pour quelques-uns. Un nouvel espoir.

Et cela, c'est le combat que j'ai mené toute ma vie : un nouvel espoir que nous briserons le verrou du passé pour garantir à chaque Américain, du Nord, du Sud, de l'Est, de l'Ouest, jeune, vieux, l'accès à des soins médicaux décents et de qualité, non comme un privilège mais comme un droit fondamental.

> « Oui, nous sommes tous américains. Et ce que nous faisons, c'est cela : atteindre la Lune. Nous nous hissons vers les sommets. Je le sais. Je l'ai vu. Je l'ai vécu. Et nous pouvons le faire encore »

Nous pouvons affronter tous ces challenges avec Barack Obama. Oui, nous le pouvons et oui, nous le ferons !

Barack Obama va refermer le livre des vieilles politiques basées sur la race et le sexe qui a fait s'affronter groupe contre groupe et hétéros contre gays. Et Barack Obama sera un commandant en chef qui comprend que les jeunes Américains en uniforme ne doivent jamais être mis au service d'une cause erronée, mais toujours d'une mission à la hauteur de leur bravoure.

On nous dit que Barack Obama a de trop grandes attentes, qu'il rêve d'une Amérique aux principes élevés et au comportement assuré.

Mais quand John Kennedy appelait à aller sur la Lune, il ne disait pas : *« C'est trop loin là-bas, n'essayons même pas. »* Notre pays a répondu à son appel et a relevé le défi, et aujourd'hui, un drapeau américain flotte toujours à la surface de la Lune.

Oui, nous sommes tous américains. Et ce que nous faisons, c'est cela : atteindre la Lune. Nous nous hissons vers les sommets. Je le sais. Je l'ai vu. Je l'ai vécu. Et nous pouvons le faire encore.

Il y a une nouvelle vague de changement autour de nous, et si nous plaçons notre boussole au bon endroit, nous atteindrons notre but : non juste la victoire pour notre parti, mais un renouveau pour notre nation.

En novembre, le flambeau passera à une nouvelle génération d'Américains. Avec Barack Obama, pour vous et pour moi, notre pays se dédiera à cette cause. Le travail commence ce soir. L'espoir se lève à nouveau. Et le rêve vit toujours. »

« Ax », maître du « spin »

Stratège en chef de la campagne démocrate, David Axelrod est l'expert en communication qui a inventé le slogan choc du candidat Obama : « Yes we can ! » (« Oui, nous le pouvons ! »)

CORINE LESNES
CHICAGO, ENVOYÉE SPÉCIALE

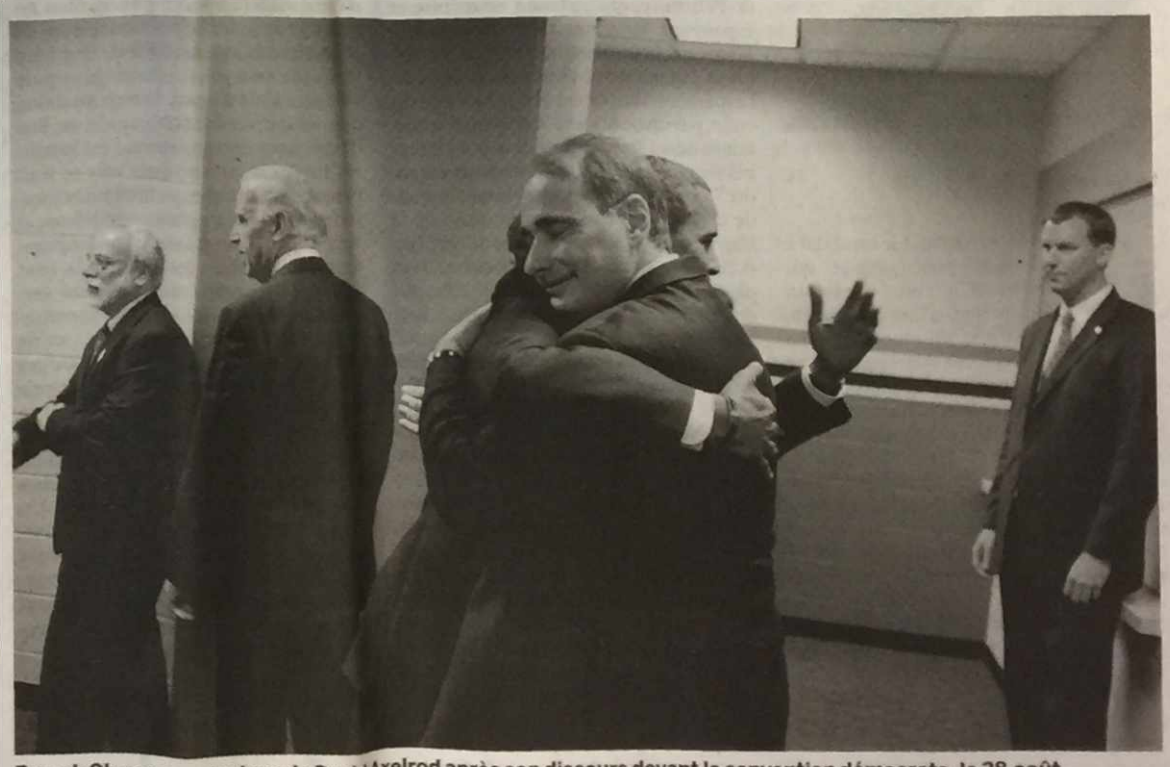
Un ami qui l'a connu quand il était journaliste au *Chicago Tribune* dit de lui qu'il est *« sans scrupule, impitoyable et manipulateur »*. Autant dire que David Axelrod a les qualités requises pour être un parfait conseiller politique. Depuis 2004, c'est lui qui « vend » Barack Obama ; il est l'homme du « spin » (communication) et de la « narration », l'inventeur du *« changement »* et du slogan *« Yes we can ! »* (« Oui, nous le pouvons ! »)

Les deux hommes se connaissent depuis 1992. A l'époque, le plus connu des deux est Axelrod, ex-journaliste politique devenu consultant pour diverses personnalités de gauche comme Paul Simon, candidat à l'investiture démocrate en 1988. Barack Obama n'est encore qu'un jeune avocat arrivé d'Harvard avec des prétentions politiques.

Ce n'est que dix ans plus tard que le stratège choisit de travailler pour Barack Obama. L'épisode mérite d'être raconté. Selon David Mendell, un journaliste de Chicago auteur d'un livre sur M. Obama, une amie commune, Betty Lou Saltzman, qui se trouve être aussi l'une des fortunes démocrates de Chicago, appelle Barack Obama pour qu'il participe à une manifestation contre la guerre en Irak.

Nous sommes en octobre 2002 ; la guerre n'a même pas encore commencé. Barack réfléchit alors à une candidature pour le Sénat, à Washington. Il interroge son conseiller de l'époque, lequel lui explique qu'il faut évidemment participer : certes à cause du message politique, mais surtout parce qu'il ne serait pas judicieux de refuser quelque chose à une amie de David Axelrod. Pour Barack Obama, accepter, c'est prendre le risque politique de tomber du mauvais côté, comme l'ont fait les démocrates – Al Gore excepté – lorsque la plupart se sont opposés à la guerre du Golfe de 1991. Finalement, il accepte, mais rédige soigneusement son texte. Celui-ci est devenu le fameux *« Je ne suis pas contre toutes les guerres. Seulement les guerres idiotes »*... sur lequel il a bâti son argumentaire de campagne.

David Axelrod commence par tenter de le dissuader de poser sa candidature pour le Sénat. Il le voit plutôt maire de Chicago. Puis il s'embarque dans l'aventure. *« Il était une telle figure. Il a crédibilisé la campagne d'Obama »*, dit l'ancien collègue. Depuis deux ans, David Axelrod est devenu l'homme à tout faire dans la course à la présidence. *« Chief strategist »* (stratège en chef) est son titre officiel. Pour simplifier, on l'appelle parfois *« le Karl Rove de Barack Obama »* (en référence à l'architecte de la victoire de George Bush en 2004). Mais la comparaison n'est pas vraiment exacte. Karl Rove jonglait avec les résultats électoraux, comté par comté. *« Ax »*, comme l'appelle M. Obama, s'occupe surtout des clips publicitaires, du message et des sondages que sa firme réalise quotidiennement pendant la campagne pour tester les idées du candidat (3,8 millions de dollars en sondages depuis juillet, contre 1,1 million pour John McCain). Le génie des scores des *« battleground states »*, les Etats les plus disputés, chez Barack Obama est plutôt David Plouffe, l'associé de David Axelrod dans leur cabinet commun, AKP & D Message and Media.



Barack Obama dans les bras de David Axelrod après son discours devant la convention démocrate, le 28 août.

« Une part d'idéalisme »

Né à New York, arrivé à Chicago pour faire ses études, David Axelrod a travaillé pour la mairie de Chicago, tout comme Valerie Jarrett, une autre conseillère de la campagne, qui a recruté Michelle Obama lorsqu'elle était au cabinet du maire. Il a travaillé pour John Edwards, ancien colistier de John Kerry en 2004, et était un ami d'Hillary Clinton (David Axelrod et sa femme ont créé une fondation contre l'épilepsie, que la sénatrice a aidée). Mais contrairement à la plupart des consultants, a affirmé Barack Obama au *New York Times*, Axelrod *« n'est pas un mercenaire : il croit vraiment à ce que nous faisons »*.

David Axelrod a fait ses classes avec le premier maire noir de Chicago, Harold Washington. Dans une ville où les relations intercommunautaires ont souvent été tendues, le conseiller est devenu un expert sur la manière de manœuvrer la dimension raciale, jouant sur la culpabilité des Blancs, disent les critiques, pour faire élire des Noirs pour autant que ceux-ci ne renvoient pas l'image de la colère. C'est en travaillant à l'élection du premier gouverneur noir du Massachusetts, Patrick Deval, en 2006, qu'il a forgé le slogan *« Yes we can ! »* *« Il entre chez lui une part d'idéalisme »*, dit la journaliste Lynn Sweet, du *Chicago Sun Times* : *« l'idée de faire élire un président noir. »*

David Axelrod suivra-t-il Barack Obama à la Maison Blanche, comme Karl Rove l'a fait pour George Bush ? Beaucoup lui voient plutôt un avenir à la James Carville, le stratège de Bill Clinton, qui a préféré rester à l'extérieur de l'administration, un endroit où les rémunérations sont plus intéressantes. Pour la campagne des primaires, la firme de David Axelrod et de David Plouffe avait perçu près de 700 000 dollars. Au total, les deux organisateurs de la victoire de Barack Obama doivent collecter 1 % du montant total des investissements publicitaires. ■

CORINE LESNES

Barack Obama entre deux entretiens avec des journalistes au Centre de convention d'Albuquerque (Nouveau-Mexique), au début de la campagne des primaires, en janvier.

« Un pont » entre vote blanc et vote noir

Le Monde du 15 octobre 2008

Entretien avec Orlando Patterson, professeur de sociologie à l'université Harvard, spécialiste de la « question raciale » aux Etats-Unis

PROPOS RECUEILLIS PAR
SYLVAIN CYPEL

Quel est le poids de la « question raciale » aujourd'hui aux Etats-Unis ?

De nombreuses études, depuis dix ans, se résument à un chiffre rond : 20 %. Ainsi, le General Social Survey de l'université de Chicago repose les mêmes questions tous les deux ans. Il en ressort que pour 20 % d'électeurs blancs, l'identité raciale des candidats est un élément-clé de leur vote. Dans les sondages, 20 % répondaient qu'ils ne voteraient pour Barack Obama *« en aucune circonstance »*. Tel était donc son « handicap » spécifique.

Comment analysez-vous l'évolution de la « question raciale » aux Etats-Unis ?

Le changement est inouï. Il y a encore trente ans, un candidat noir aurait suscité une hostilité explicite. Aujourd'hui, l'Amérique est peut-être la nation la moins raciste des pays développés. Non seulement la ségrégation a été institutionnellement abolie, mais la contribution des Noirs en tant qu'Américains est reconnue. Les deux femmes les plus puissantes sont Condoleezza Rice *[secrétaire d'Etat de l'administration Bush]* en politique et, sur le plan sociétal, Oprah Winfrey *[présentatrice vedette de la télévision]*. Il y a de plus en plus de maires et de PDG noirs.

Le changement majeur, c'est la formation d'une élite et d'une classe moyenne noire qui, en termes d'influence sociale et d'accès aux pouvoirs, possède un poids parfois disproportionné par rapport à sa réalité numérique. Des Noirs contrôlent des pans entiers de la structure de production de la culture, de la mode, du langage.

Pendant que les ouvriers blancs du Michigan étaient interrogés, leurs femmes regardaient Oprah Winfrey à la télé. Et leurs enfants, sur un autre écran, un match de basket, où 80 % des joueurs sont des Noirs. Quand les Boston Celtics ont gagné le championnat avec une équipe entièrement noire dans une ville WASP (blanche anglo-saxonne) par excellence, les jeunes se bousculaient pour toucher leurs héros.

Qu'est-ce qui n'a pas changé ?

C'est simple : la sphère publique a été bouleversée, mais, dans la sphère privée, l'Amérique est, sous certains aspects – l'école, l'habitat –, plus divisée qu'en 1960 ! Avant, tous les Noirs vivaient dans des ghettos. Aujourd'hui, les pauvres vivent dans des ghettos pauvres et les classes moyennes dans des zones résidentielles noires pour classes moyennes.

Là est le paradoxe : la même femme blanche, qui regarde Oprah Winfrey et lit ses magazines, verra d'un très mauvais œil un couple noir acheter la maison d'à côté. Bref, un Noir présentateur de télé, c'est parfait, un Noir comme voisin, non. Cela étant, cette attitude aussi est en recul. On le voit bien dans le rapport des jeunes Blancs à la culture noire.

Il y a cinquante ans, des parents blancs dénonçaient déjà le rock and roll que leurs enfants adoraient comme une « musique de Nègres »...

Oui, avec une différence : à l'époque, il fallait Elvis Presley. Seul un Blanc pouvait faire la médiation avec la « musique de Nègres ». Les jeunes Blancs n'ont plus besoin de cette médiation. Cette évolution est fondamentale.

Comment expliquer ce paradoxe entre sphère privée et sphère publique ?

La plupart des analystes y voient la persistance du racisme. Mais la ségrégation dans l'habitat n'est pas due qu'aux Blancs. On assiste à une montée en puissance très importante de la « politique identitaire » aux Etats-Unis. Je comprends d'où vient ce phénomène chez les Noirs. Mais il reste que l'identité raciale y est très puissante. Eux aussi ont un « problème » avec les Blancs ; eux aussi veulent rester « entre eux ». Dans la ghettoïsation de l'habitat, je ne néglige pas les facteurs sociaux, la pauvreté. Mais le phénomène identitaire est très important.

Aujourd'hui, si un Noir des classes moyennes veut s'installer dans un quartier blanc, ce n'est pas simple, mais parfaitement possible. Et si les mariages interraciaux progressent à un rythme lent, là encore la pression sociale pour ne pas épouser quelqu'un de l'« autre » race n'existe pas que chez les Blancs.

Pourquoi Barack Obama se définit-il comme « Noir », pas comme métis ?

Au départ, en Amérique, quiconque est sang mêlé est « Noir » : tel était le système raciste d'exclusion. Aujourd'hui, les plus favorables à s'identifier comme « Noirs » sont les métis eux-mêmes. Or ils ne devraient pas avoir à choisir entre leur père et leur mère. Mais le leadership communautaire noir fait pression pour qu'ils s'enregistrent comme « Noirs seulement ». Il faut le dire crûment : ainsi, ils préservent leur influence sur la communauté.

Obama, en se définissant comme « Noir », s'insère dans cette quasi-obligation. L'ironie est qu'il le fait d'une manière qui met en péril le fonctionnement des institutions noires identitaires, car en réalité il pousse à l'abandon de la politique identitaire. Mais il doit le faire de façon très précautionneuse. Car, dans leur majorité, les Noirs sont suspicieux à l'égard des métis. De plus, Obama n'est pas un descendant d'esclaves. Mais il a géré le problème brillamment.

Après Harvard, il a opté pour devenir organisateur communautaire plutôt que de gagner tout de suite 500 000 dollars par an. De « Barry », il a choisi de redevenir Barack et n'a pas eu honte de son second prénom, Hussein. Mais sa principale force a été sa femme. S'il s'était marié à une Blanche, pour la communauté noire, ce n'était pas même la peine d'essayer de quémander ses voix.

Epouser une jeune femme très « racines », issue d'un milieu de « cols bleus » noirs, ça, c'est le gage absolu. Michelle a vraiment le *black woman affect* (la sensibilité de la femme noire). Bien sûr, elle sort d'Harvard. Mais elle est dure. Les Noirs reconnaissent en elle une *« sister »*. Elle est la part essentielle de son lien avec la communauté africaine-américaine.

Barack Obama n'était donc pas un candidat « post-racial » ?

Non : il a gardé deux liens séparés et établi un pont, c'est différent. Son succès est dû à sa capacité à ne pas s'aliéner le vote noir, dont il a besoin, tout en n'étant pas un « candidat noir » dans le sens habituel. Sa force est d'être capable de communiquer aussi facilement avec les Blancs qu'avec les Noirs. Quelque chose dans sa personnalité le lui permet. N'oubliez pas que culturellement, il est « blanc », élevé par des grands-parents blancs dans un milieu blanc au Kansas.

> « Le changement est inouï. Il y a encore trente ans, un candidat noir aurait suscité une hostilité explicite. Aujourd'hui, l'Amérique est peut-être la nation la moins raciste des pays développés »

La plupart des Blancs ne se sentent pas menacés par lui. Même des racistes « moyens » – pas les forcenés, bien sûr – peuvent dire « j'aime bien ce type ». Pour la première fois, ils sont à l'aise avec un Noir : il leur donne le sentiment de ne pas être racistes ! Quand, pour devenir sénateur de l'Illinois, il a remporté des circonscriptions du sud de l'Etat, au conservatisme puissant, racisme inclus, je me suis dit : ce gars-là ira très loin.

Aujourd'hui, une moitié de cette communauté n'est plus constituée des « descendants d'esclaves » mais de Latino-Américains, d'Africains et de Caribéens...

Obama est le résultat de l'entrée massive de Noirs sur le territoire américain depuis cinquante ans. Or, ceux qui ne sont pas des Africains-Américains historiques réussissent socialement souvent mieux. A l'embauche, beaucoup d'employeurs font plus confiance à un Antillais. On oublie que Colin Powell, de parents jamaïcains, aurait pu être le premier candidat noir à l'élection présidentielle.

Quand Obama a émergé, les leaders noirs traditionnels ont réagi sur le mode : « Mais d'où vient ce type ? Il ne nous représente pas. » Les descendants d'esclaves sont une communauté avec une volonté de différentiation très marquée. Un peu comme les juifs, ils se reconnaissent d'un clin d'œil, rient ou ne rient pas des mêmes choses. Ces gens-là veulent souvent vivre entre eux. Moi, je suis d'origine jamaïcaine. Comme Colin Powell, je ne fais pas « partie de la bande ».

Les conséquences de cette diversité noire ?

Lorsque Obama évoque le comportement déplorable de tant de pères noirs qui abandonnent femme et enfants, c'est insupportable pour les dirigeants noirs traditionnels. Pas parce que c'est faux, mais parce qu'il en parle publiquement. Pour eux, critiquer les siens constitue un acte de déloyauté inadmissible.

C'est pour ça qu'au début, le révérend Jesse Jackson a dit, sans savoir qu'un micro était branché : *« On va lui couper les c... »* Culturellement, ces dirigeants sont dominés par l'ethnicisme : la déloyauté envers le groupe de référence est le crime le plus grave.

Là encore, je suis admiratif de la manière dont Obama a contourné l'obstacle. Aujourd'hui, les dirigeants noirs sont tellement enthousiastes à la seule idée qu'un Noir soit élu président qu'ils en oublient leurs griefs. ■

Joe Biden, cet inconnu célèbre

Elu au Sénat depuis 1972, le prochain vice-président a une grande expérience de la vie politique américaine. Malgré ses réparties parfois imprévisibles, ce fin connaisseur de la scène internationale apporte une « caution » à la nouvelle administration

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Quatre-vingt-dix secondes par réponse. Comment faire la différence au cours du débat entre candidats à la vice-présidence, jeudi 2 octobre, à Saint Louis, dans le Missouri ? Etre précis, très précis, face à la néophyte Sarah Palin, la gouverneure républicaine de l'Alaska, qui tient son territoire gelé pour le meilleur observatoire pour comprendre les questions russes, car *« c'est tout à côté »* ? Eviter l'étalage de savoir facile à transformer en condescendance antiféministe ? Et surtout ne pas trop parler.

La magie des mots : Joseph « Joe » Biden, sénateur du Delaware et colistier de Barack Obama sur le ticket démocrate, ne sait pas lui résister. L'autre jour encore, interrogé sur CBS, ne s'est-il pas laissé entraîner à raconter, à propos de la tourmente financière traversée par les Etats-Unis, comment Franklin Roosevelt, lors de la Grande Crise, s'était rendu à la télévision pour dire *« Eh, voilà ce qui arrive ! »* directement aux Américains ? Superbe anecdote. Superbe gaffe : lors du krach de 1929, il n'y avait pas de télévision, et Herbert Hoover, et non Franklin Roosevelt, était président...

Derrière son éternel sourire étincelant, un peu en coin, que beaucoup jugent irrésistible et certains agaçant, est-ce à tout cela qu'avait pensé Joe Biden les jours qui ont précédé le débat ? Sans doute.

Pour Sarah Palin, promue sur le ticket républicain par la grâce des calculs électoraux, c'était l'occasion de montrer enfin ce qu'elle avait dans la tête. Mais pour Joe Biden ? L'exercice avait tout d'une gageure : à 65 ans, ce libéral, vétéran du Congrès où il siège depuis trente-cinq ans, dirige la Commission des affaires étrangères du Sénat, après avoir régné sur celle de la justice. Son nom est attaché à une quantité inouïe d'amendements et de missions diplomatiques, et il devrait encore se faire connaître ?

La réponse est oui. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes attachés à Joseph Robinette Biden, fils d'un vendeur de voitures né à Scranton, en Pennsylvanie, et devenu l'un des membres les plus distingués de ce club exclusif qu'est la politique à Capitol Hill.

Dans le glacis des longues années de la guerre froide, Brejnev et Kossyguine ont parfois échangé des mots « vifs » avec lui ; Chirac et Mitterrand ont apprécié sa volonté de dialoguer avec les alliés ; Slobodan Milosevic, qu'il traita parmi les premiers de *« criminel de guerre »* quand tant d'autres cherchaient encore à le ménager, a redouté ses diatribes en faveur de la Bosnie. Plus récemment, à la mi-août, le président géorgien, Mikheïl Saakachvili, l'a convié en hâte à Tbilissi, menacée par les troupes russes. En un mot, tous les grands de ce monde ont eu et ont une opinion sur Joe Biden, mais pas... la grande majorité des Américains.

Peu après avoir été promu colistier de Barack Obama, en août, un sondage CBS-*New York Times* montrait de façon embarrassante que deux personnes interrogées sur cinq n'arrivaient pas à identifier quelque chose qu'ils aimeraient ou n'aimeraient pas en lui, et 15 % n'avaient pas la moindre idée sur sa capacité à assumer le poste de vice-président.

Plus significatif : l'autobiographie de Joe Biden, *Promises to Keep* (« Promesses à tenir »), publiée dans l'indifférence en juillet 2007, est soudain devenue un best-seller. Le 25 août, sa maison d'édition, Random House, annonçait un tirage en format poche de 100 000 copies, vendues immédiatement.

Qu'y avait-il donc à savoir sur Joe Biden que l'on ne sache déjà ? L'essentiel peut-être. A commencer par ce ressort, dramatique souvent, qui sous-tend cette longue silhouette dégingandée trop lisse et policée de vieux « washingtonien », promenant sa crinière argentée dans les chancelleries.

Dans sa vie comme dans sa longue carrière politique, Joe Biden n'a pas toujours gagné, mais il n'a jamais cessé de se battre. Et d'abord contre lui-même, contre ce bégaiement précoce dont il s'est soigné, dit-il, *« en récitant des poésies devant mon miroir pendant des heures »*.

Sa carrière, il l'a commencée, elle aussi, à force de volonté, en se faisant élire sénateur à 29 ans – un record –, en 1972, dans le Delaware. Un Etat minuscule dans lequel des déboires financiers ont fait se fixer sa famille quand il avait 10 ans. Pour lutter contre son adversaire, un poids lourd républicain bien rodé, il n'avait aligné qu'une campagne amateur « bricolée » avec sa sœur Valerie, à l'aide de tracts ronéotés à la main.

Choisi pour la vice-présidence, le sénateur du Delaware Joe Biden, ici avec Barack Obama à Springfield (Illinois) en août, est un spécialiste des grands dossiers internationaux.

Son enthousiasme avait fait le reste. *« Il voulait se battre pour les droits civiques et le changement, déjà »*, se souvient un ancien de la campagne.

Elu le 7 novembre, Joe Biden a vite eu besoin de toute sa force de caractère. Le 18 décembre, sa jeune femme Neilia et sa fille de 13 mois, Noemie, meurent dans un accident de voiture, en faisant des courses pour Noël. Ses deux fils, Beau et Hunter, sont gravement blessés. Biden, le catholique fervent, se révolte : *« La nuit, je marchais, j'allais où je pensais avoir une chance de me battre avec quelqu'un... Je ne savais pas que je pouvais être capable d'une telle rage... Je pensais que Dieu m'avait joué un horrible tour »*, écrit-il. Il ne quitte plus l'hôpital. Et c'est au pied du lit de ses fils qu'il prête son serment de sénateur.

Pour préserver sa famille (il se remarie cinq ans plus tard), il commence une vie ponctuée d'allers et retours en train entre Washington et le Delaware. Il travaille dur, mais a déjà un problème de « visibilité ». Un jour, dit sa biographie, lors d'une réunion à laquelle participe le secrétaire d'Etat Henry Kissinger, ce dernier refuse de répondre à une question de Joe Biden, alléguant que *« les gens du staff »* ne posent pas de question. On explique en hâte à Kissinger qu'en fait, le « petit jeune » en face de lui est sénateur. Excuses de Kissinger, mais qui écorche son nom. Biden se venge en disant *« Aucun problème, secrétaire d'Etat Dulles ! »* (nom d'un illustre prédécesseur de Kissinger).

Et voilà l'autre aspect de Joe Biden, le côté *feisty kid*, bagarreur, qui le fait parler sans détour, voire enjoliver la vérité, mais sans calcul, juste parce qu'ainsi elle est plus convaincante, quitte à le regretter. Ce sera le cas, en 1988, alors qu'il fait campagne pour l'élection présidentielle. Dans un discours, il ne résiste pas à une envolée lyrique sur le monde du travail. Le texte est de Neil Kinnock, le leader travailliste britannique. Ce n'est pas la première fois qu'il l'utilise, en citant l'auteur. Mais pas cette fois. La presse se déchaîne, pas mécontente de régler son compte à ce jeune Biden aux allures parfois suffisantes de premier de la classe. Du coup, on exhume une vieille affaire de plagiat à l'université, et des notes moins brillantes en fac de droit que celles qu'il s'est attribuées. Il abandonne et, élégant, présente des excuses : *« Je suis un grand garçon, parfois on gagne, parfois on perd* (...) *Je suis furieux contre moi-même. »*

Quelques mois plus tard, le sort le frappe à nouveau. Il doit être opéré pour deux anévrismes cérébraux. Pronostic réservé. Contre toute attente, il récupère. *« Rendu plus fort par chaque épreuve »*, c'est un Joe Biden à l'ambition intacte qui, quelques années plus tard, lesté d'une carrière déjà impressionnante, se présente en 2008 aux primaires démocrates. Il jette très vite l'éponge, mais ses reparties lui reviennent comme autant de boomerangs. Notamment celles sur Barack Obama : *« C'est le premier Africain-Américain qui sait s'exprimer, intelligent, propre sur lui, au physique agréable »*, ou encore : *« Il n'est pas prêt pour la présidence. »* Est-ce la fin pour Biden ? Non. Le jeune *« au physique agréable »* le choisit comme colistier.

Promu *« caution diplomatique »* du candidat, Joe Biden en ce domaine a fait un sans-faute, exception faite de l'invasion de l'Irak qu'il a approuvée au début, pour très vite le regretter et devenir critique.

Son autre atout, c'est son aptitude à « travailler » les *swing states*, ces Etats industrieux comme l'Ohio et la Pennsylvanie, qui pouvaient faire la différence. Les « cols bleus » qui, durant les primaires, ont penché en faveur d'Hillary Clinton, Joe Biden les connaît. Ne l'appelle-t-on pas le *« troisième sénateur de Pennsylvanie »*, tant il garde le contact avec son Etat d'origine ? De fait, les derniers jours de la campagne, Joe Biden, oubliant ses costumes fluides et ses cravates bleu pâle de sénateur, a retroussé ses manches. Il sait faire. Il lâche quelques *« malarkey ! »* (« Aneries, tout cela ! ») devant la foule et, serrant le poing, évoque dans les meetings ses racines de *working-class*, lorsque les factures d'électricité n'étaient pas bienvenues certains mois à la maison. Même si sa famille appartenait plutôt à la classe moyenne.

La campagne Obama estimait qu'il lui revenait de droit un autre rôle : « démonter » la crédibilité de cet autre poids lourd du Sénat, le républicain John McCain. Qui d'autre aurait pu le faire ? Ils se connaissent depuis vingt ans et sont proches. A l'élection de 2004, Joe Biden avait même recommandé à John Kerry de prendre M. McCain sur le ticket démocrate...

Au sortir du débat présidentiel du 26 septembre, Joe Biden, en soldat discipliné, a donc attaqué son ami (*« John McCain s'est trompé à mort sur la guerre, à mort sur l'Afghanistan »*), mais il n'était pas prêt à endosser n'importe quoi. Même en service commandé. Il a trouvé *« affligeants »*, a-t-il déclaré un jour, les spots démocrates suggérant que John McCain avait des difficultés avec les ordinateurs. Le premier embarras passé, certains, dans le camp Obama, se sont alors souvenu que Joe Biden était aussi un homme de convictions. Un homme qui a légiféré plus que quiconque en faveur des femmes battues et se dit, lui le catholique pratiquant, favorable au droit à l'avortement, car *« les femmes doivent avoir un libre choix »*. Un homme pas facile à manœuvrer.

> Et voilà l'autre aspect de Biden, le côté « feisty kid », bagarreur, qui le fait parler sans détour, voire enjoliver la vérité, quitte à le regretter

Et si le problème de Joe Biden, c'était Biden lui-même ? Ses excès et ses paradoxes ? Dont le dernier, ironiquement, pourrait être la soudaine exposition devant les médias de sa très longue carrière qui a sapé en partie *« l'effet changement »* prôné par Obama. L'intéressé, amusé, répond : *« Le premier qui me fait encore remarquer qu'Obama n'avait que 11 ans quand je suis entré au Sénat, je le claque... »* ■

Dans la Toile d'Obama

Pour conquérir la Maison Blanche, Barack Obama a disposé d'une gigantesque organisation de terrain, « The Movement », qui a su s'appuyer sur Internet et la téléphonie mobile

NICOLAS BOURCIER
COLUMBUS (OHIO),
JACKSON (MISSISSIPPI)
ENVOYÉ SPÉCIAL

Des listes de volontaires ayant déjà voté noircissent les murs. Des numéros de téléphone aussi. Des horaires. Des indications : *« Sarah est là pour organiser le quadrillage dans le Downtown. »* Un grand panneau rappelle qu'il reste *« un jour pour changer le monde »*. Et puis, il y a surtout ces jeunes et moins jeunes qui s'agitent, courent et virevoltent dans une chorégraphie qui semble minutieusement codifiée.

C'était la veille de l'élection présidentielle. Quand le quartier général du candidat démocrate à Columbus, capitale de l'Ohio, s'agitait comme une ruche en folie. Quand, derrière une grande baie vitrée, se détachaient les silhouettes nerveuses des sympathisants accrochés aux téléphones pour maintenir la pression, pour enregistrer les ultimes renseignements et s'assurer une fois encore que les électeurs iront bien voter. La dernière semaine, quelque 691 858 coups de téléphones ont été passés uniquement dans cet Etat ; 463 958 portes frappées, 9 712 personnes envoyées sur le terrain.

Bienvenue chez Barack Obama, dans le monde du très charismatique futur président américain. Bienvenue dans le désormais célèbre « Mouvement », *The Movement*, ce gigantesque réseau de volontaires et de professionnels chargé d'animer sa campagne depuis des mois et qui lui a permis de franchir les portes de la Maison Blanche. Une armée de militants qui n'a eu de cesse de recruter et de former des brigades de bénévoles à travers le pays. Ils étaient près de 125 000 à quadriller le terrain des primaires du Texas. Quelque 10 000 à prendre le volant sur un simple coup de fil pour parcourir la Caroline du Sud. Au meeting d'Atlanta, plus de 20 000 personnes s'étaient déplacées. Ils étaient 100 000 encore à Denver, il y a dix jours. De mémoire de spécialiste, on n'avait pas vu pareille mobilisation politique depuis les années 1960.

Les médias américains ont rapidement évoqué une *« obamania »*. Renvoyé l'image d'une *« déferlante »* ou d'une *« révolution poussée par le peuple »*. Décrit encore comme une *« machine de l'espoir »* pour des millions de personnes, dont la dynamique a non seulement réussi à enrayer la marche triomphale de la rivale démocrate, Hillary Clinton, avant de battre le républicain John McCain, mais également bouleversé la manière de mener une campagne en intégrant les technologies les plus pointues au travail de terrain.

Depuis presque deux ans, le camp Obama a fait montre d'une formidable capacité à mêler les outils de la téléphonie mobile et de l'Internet, de la base au sommet. *Le online* (« virtuel ») avec le *offline* (« le terrain »), l'interactivité des réseaux à une campagne de proximité et d'implantation dans les quartiers, comme l'avait fait en son temps le jeune Barack Obama lorsqu'il était animateur social dans les rues de Chicago.

« C'est le côté magique de la campagne d'Obama, souligne Julie Germany, directrice de l'Institut pour la politique, la démocratie et l'Internet, à l'université George-Washington, *ils ont réussi à marier leur puissante communauté d'internautes avec les opérations concrètes sur le terrain. Nous n'avions jamais vu cela auparavant. »*

Ici, dans l'Ohio, quelque 90 permanences réparties dans 88 comtés ont été ouvertes durant les dernières semaines de la campagne présidentielle. Des officines présentes partout, même dans des endroits tels que Warren et Butler, des comtés où George Bush avait écrasé son rival, John Kerry, en 2004, avec près de 70 % des voix.

A chaque fois, la même organisation a suivi un même scénario. Des volontaires avec des plans de quartier aux noms de rues soulignés au feutre. Des cartes renouvelées chaque jour par d'autres volontaires, qui consignent sur le réseau les zones géographiques couvertes et les coordonnées des nouveaux venus. Rue par rue, habitation par habitation, le Mouvement intègre, trie, digère dans son immense base de données le travail réalisé sur le terrain. Une Toile façon fourmilière.

Kevin Griffis est un *organizer*, l'un de ces « organisateurs » de campagne qui encadrent les opérations de terrain. Chaque semaine, il perçoit environ 500 dollars du Mouvement. Lors des primaires, on estimait qu'entre 200 et 400 « organisateurs » étaient déployés par Etat. Pendant les dernières semaines de la campagne présidentielle, on en comptait 700.

« Nous avons une structure pyramidale, dit-il, *mais elle agit comme un va-et-vient permanent, de bas en haut et réciproquement. A chaque étape, nous accumulons du savoir. Les activités des volontaires sont répertoriées, les contacts stockés de façon systématique. C'est cela qui forme et nourrit le squelette de l'animal. »*

> « Si vous voulez faire participer la base, vous devez lui laisser une certaine marge de manœuvre pour qu'elle agisse selon ses propres désirs »
>
> David Axelrod

Comme les autres organisateurs, Kevin admet travailler entre seize et dix-huit heures par jour. Comme les autres, il tire profit des ressources de l'Internet, de cette facilité que permet le Réseau, pour faire partager les informations à l'ensemble de l'équipe jusqu'au quartier général à Chicago. *« Nous avons perfectionné ce que le candidat démocrate Howard Dean avait initié lors des primaires de 2004, en utilisant les bases de données sur Internet »*, poursuit-il.

Sur le site my.barackobama.com, surnommé *« MyBo »*, un million de membres ont enregistré leurs coordonnées. Une page, protégée par des mots de passe, leur était alors consacrée dans pratiquement chaque circonscription. Quelque 8 000 groupes sociaux (professionnels, locaux) se sont invités dans la base : autant de sympathisants et de collectivités susceptibles d'être contactés pour investir le terrain. Dans l'une de ses rares interviews, David Axelrod, le très influent responsable de campagne, affirme au magazine *Rolling Stone* du 20 mars que cette organisation, qui privilégie une circulation de l'information allant du *« bas vers le haut »*, s'inspire directement de l'expérience du candidat. *« Lorsque nous sommes entrés dans la course, Barack nous a dit qu'il voulait que cette campagne soit un moyen d'impliquer les gens tout en leur faisant partager la forme d'organisation à laquelle il croit*, explique-t-il. *Il est toujours le même qu'il y a vingt-trois ans lorsqu'il est arrivé comme travailleur social à Chicago. »*

Pour la mise en pratique, le sénateur de l'Illinois a recruté Steve Hildebrandt, l'un des meilleurs stratèges politiques du pays. Celui-ci déclare : *« Nous voulions être sûrs d'avoir appris de l'échec de la campagne d'Howard Dean. Nous ne sommes pas partis du principe que l'inscription d'une personne sur notre site Internet signifie qu'elle va automatiquement aider notre candidat ni même voter pour lui. Dès le départ, nous avons eu l'intention de tirer nos forces "online" dans le "offline". »*

Sur le terrain, les rassemblements publics ont été les premiers catalyseurs. Dès l'annonce, en février 2007, de la candidature officielle de Barack Obama, il a été demandé aux personnes venues assister à l'un de ses meetings d'inscrire leur courriel, téléphone et lieu de résidence en échange d'un billet d'entrée. Une manière automatique d'alimenter la base.

L'autre point d'ancrage est venu des étudiants. La candidature de Barack Obama a séduit les jeunes, au point d'avoir suscité des groupes de soutien spontanés dans pratiquement tous les campus bien avant le lancement de la campagne. Quelque 200 collectifs d'*« étudiants pour Obama »* ont ainsi fleuri entre 2006 et 2007 : une nuée de pages Internet, qui a pris toute son amplitude grâce au site communautaire Facebook, avant de se structurer en réseau sous MyBo.

De façon plus efficace encore que les autres, Barack Obama a su également exploiter les réseaux de téléphonie mobile. A chaque fois que le candidat arrive dans un nouvel Etat, le Mouvement diffuse des publicités sur les radios et les magazines étudiants. Il demande aux auditeurs et aux lecteurs d'envoyer le message *Hope* (« espoir ») au numéro 62-262. Le numéro de portable se trouve ainsi enregistré dans la base de données.

L'équipe de Barack Obama a effectué un test grandeur nature six mois avant la première échéance électorale. Pour mettre en pratique la théorie, le quartier général de Chicago a diffusé un courriel demandant à ses supporteurs de s'inscrire à une journée de mobilisation pour du porte-à-porte. Résultat, quelque 10 000 personnes ont battu le pavé un samedi de juin 2007 dans les 50 Etats du pays.

« Si vous voulez faire participer la base, vous devez lui laisser une certaine marge de manœuvre pour qu'elle agisse selon ses propres désirs, explique le stratège David Axelrod. *Des centaines de milliers de personnes veulent faire des choses. Le défi consiste à trouver la manière de les rassembler et de les canaliser de façon organisée. »*

Dès l'été 2007, l'équipe de campagne de Barack Obama a réuni plusieurs centaines de supporteurs dans des séminaires de deux à quatre jours à travers le pays. Appelées *« Camp Obama »*, ces formations étaient encadrées par des personnalités issues du monde syndical, des hommes d'Eglise et des professeurs d'université. *« Nous suivons le principe de l'apprentissage continu*, souligne le porte-parole Kevin Griffis. *Nous voulons que les sympathisants deviennent des organisateurs à leur tour. C'est notre franchise. »*

La matrice était prête. Elle s'est appliquée aux primaires. Puis à l'élection présidentielle. A chaque fois, la machine Obama a déployé son savoir-faire. Partout, le Mouvement est parvenu à s'appuyer sur un réseau local de militants encadrés et particulièrement actifs. Une arme de guerre redoutable. Pour le seul Etat de l'Ohio, où pourtant les républicains étaient extrêmement bien implantés depuis l'élection de 2004, le Mouvement avait pratiquement un tiers de permanences et des milliers de volontaires de plus que John McCain. Preuve, s'il en était besoin, que Barack Obama et ses équipes étaient capables d'appliquer une méthode développée tout au long des primaires à l'ultime course présidentielle. ■

Le candidat démocrate, Barack Obama, a annoncé des mesures, notamment fiscales, en faveur des classes moyennes. Ici à Beaver Creek, dans le Michigan.

Missouri Le miroir de l'Amérique

Situé au centre des Etats-Unis, le Missouri est un révélateur de la crise qui secoue le pays. Emprunteurs étouffés, locataires expulsés, industrie automobile en berne...

PATRICK JARREAU
SAINT LOUIS, ENVOYÉ SPÉCIAL

Anheuser-Busch, le plus gros brasseur des Etats-Unis, fabricant de la légendaire Budweiser, va passer sous le contrôle d'InBev, un groupe belge à direction brésilienne. La nouvelle a été annoncée au début de l'été, et Saint Louis ne s'en remet pas. *« Encore faut-il que les acquéreurs arrivent à placer leur emprunt sur le marché... »*, murmure-t-on dans la ville, en espérant le contraire, alors qu'une assemblée générale des actionnaires est prévue le 12 novembre.

« Ce serait une honte que Bud soit une propriété étrangère », avait dit Barack Obama, venu en voisin de Chicago, en juillet. John McCain était resté silencieux, parce que sa femme, héritière d'une entreprise de distribution de bière et détentrice d'une fraction du capital d'Anheuser-Busch, est intéressée à la vente.

Développée par un immigrant allemand au XIXe siècle, la brasserie a survécu à la prohibition, dans les années 1920, et elle a toujours pour président un Busch, August Busch IV. Troisième groupe mondial, elle emploie trente mille personnes à Saint Louis et dans sa région. Elle a été longtemps propriétaire des Cardinals, l'équipe de base-ball de la ville, qui joue au Busch Stadium, lequel n'appartient plus à la société, mais conserve son nom.

La société et la famille Busch ont déclaré 10 millions de dollars de dons, en 2007, à toutes sortes d'institutions, de la Washington University à l'Orchestre symphonique, en passant par les organisations sociales et médicales rattachées au United Way of Greater Saint Louis.

En outre, le budget publicitaire d'Anheuser-Busch est vital pour plusieurs compétitions sportives nationales. Les acquéreurs belgo-brésiliens ont la réputation de ne pas faire de sentiment et de « dégraisser » sans état d'âme, qu'il s'agisse d'emplois ou de mécénat.

La région de Saint Louis n'était autrefois devancée que par celle de Detroit pour l'importance de l'industrie automobile. General Motors et Ford en ont disparu depuis longtemps ; Chrysler réduit de moitié l'activité d'une usine produisant des camions et ferme l'autre, d'où sortaient des minivans *« et dans laquelle ils avaient pourtant fait 500 millions de dollars d'investissements en 2007 »*, soupire Richard Fleming, président de la chambre régionale de commerce. Les sous-traitants et les équipementiers souffrent.

Le marasme du secteur automobile touche aussi les concessionnaires, gros pourvoyeurs d'emplois, et les loueurs. Enterprise Rent a Car, première société de location aux Etats-Unis, dont le siège est à Saint Louis, licencie du monde, ce qui ne s'était jamais vu. Comme les Busch, les Taylor, propriétaires d'Enterprise, font partie de ces familles riches qui, dans le cadre de la fiscalité américaine des *charities* et des fondations, entretiennent des institutions scientifiques, culturelles ou sociales.

Au milieu exactement des Etats-Unis, le Missouri *« a voté vingt-cinq fois comme le pays aux vingt-six dernières élections présidentielles »*, précise David Robertson, professeur de science politique à l'université du Missouri. Les républicains dominent la plus grande partie du territoire – rural, peu peuplé et évangélique –, tandis que les agglomérations de Saint Louis (2,8 millions d'habitants) et Kansas City (2 millions) sont très largement démocrates. *« L'Etat qui demande à voir » – Show Me State*, c'est le surnom qu'il s'est donné – est un bon révélateur de la situation dans laquelle le nouveau président a été élu et dont il va assumer la charge à partir du 20 janvier 2009.

Le Missouri ne monte jamais très haut dans la prospérité et ne descend jamais très bas dans la crise, répète-t-on comme une formule conjuratoire. La débâcle des crédits hypothécaires est moins violente ici qu'en Floride ou en Californie, où les prix de l'immobilier s'étaient envolés de façon hallucinante. Mais les défauts de paiement existent, avec les saisies qu'ils entraînent, surtout dans la partie nord de Saint Louis, où est concentrée la population africaine-américaine.

Outre les emprunteurs étouffés par des taux d'intérêt de crédits immobiliers qui montent en flèche (*ballooning interest rates*), des locataires modestes sont obligés de quitter leur logement parce que le propriétaire a cessé de rembourser la banque, qui saisit le bien et en expulse les occupants. Deux mille cinq cents logements ont été saisis, à Saint Louis, en 2007, indiquait récemment le maire démocrate, Francis Slay. Il a réuni plusieurs associations pour aider les emprunteurs qui le peuvent à refinancer leur crédit, les autres étant en fait abandonnés à leur sort.

La chute des marchés, provoquée par la crise des crédits hypothécaires subprimes, affaiblit la valeur des placements que les Américains font pour leur retraite, en complément de la Sécurité sociale, le système collectif. *« Je ne regarde plus les rapports sur mes économies et mon plan 401 (k) »*, dit Nancy Cross, dirigeante de l'union locale du syndicat d'employés SEIU. Les 401 (k), du nom de l'article du code des impôts qui les règlemente, sont des formules d'épargne-retraite abondées par les employeurs à hauteur des sommes placées par les salariés. Après General Motors, d'autres entreprises envisagent de ne plus abonder ces plans.

> La crise éclipse les autres sujets de préoccupation, mais ils lui sont liés. L'immigration, par exemple, est un problème que George Bush et le Congrès ne sont pas parvenus à résoudre

On peut espérer que la Bourse finira par se redresser. La diminution des réserves de pétrole est, elle, irréversible. Le coût de l'essence pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des salariés. *« Les gens utilisent leur voiture pour aller travailler*, explique Mme Cross. *Parmi nos adhérents, beaucoup ont deux emplois parce que, sinon, ils n'y arrivent pas. Or, souvent, ils ne peuvent aller de l'un à l'autre qu'en voiture. »* Le syndicat a soutenu la création, soumise à référendum le 4 novembre, d'une taxe additionnelle sur les ventes de détail pour financer le développement du métro, qui se réduit pour le moment à une seule ligne. *« C'est vrai que la vie est moins chère ici qu'à New York ou à Boston parce qu'on y paye moins d'impôts*, dit Mme Cross, *mais, pour une part, c'est parce qu'il y a moins de services publics. »*

La situation économique éclipse les autres sujets de préoccupation, mais ils lui sont liés. L'immigration, par exemple, est un problème que George Bush et le Congrès ne sont pas parvenus à résoudre. *« L'idée d'une réforme d'ensemble était une énorme erreur, car elle a agrégé les oppositions »*, estime Anna Crosslin, qui dirige l'Institut international, organisme dont la fonction est de venir en aide aux immigrés légaux et aussi, en fait, illégaux.

Même si le Missouri ne compte que 3 % d'habitants nés hors des Etats-Unis (la moyenne nationale est de 12 %, niveau sans précédent depuis la grande vague d'immigration d'il y a un siècle), la tension se fait sentir sur le marché du travail. Dans le bâtiment, l'activité des « coyotes », ces passeurs qui amènent sur les chantiers, cachés dans des camionnettes, des ouvriers mexicains payés au noir, provoque la colère des syndicats. Dana Spitzer, rédacteur en chef du *Labor Tribune*, journal régional de la confédération AFL-CIO, parle aussi du trafic de numéros de Sécurité sociale, qui permet aux employeurs d'échapper aux poursuites pour recrutement de travailleurs en situation irrégulière.

L'humeur est morose, à Saint Louis, mais pas tragique. *« Ce qui se passe à Wall Street montre les excès d'un système. Ici, nous avons un modèle de gestion plus conservateur, peut-être à cause de nos racines rurales »*, dit M. Fleming. Le Midwest, toujours un peu jaloux de la lumière qu'attirent les stars économiques des côtes Est et Ouest, rêve d'un retour de balancier en sa faveur. A Saint Louis, le secteur financier – Edward Jones, AG Edwards, Scottrade, Stifel Nicolaus – résiste mieux que l'automobile. L'avionneur Boeing, autre gros employeur de la région, tient bon. Le milieu des affaires compte beaucoup sur un secteur biotechnologique puissant, autour des services hospitaliers et de la recherche médicale, d'un côté et, de l'autre, de firmes agronomiques telles que Monsanto, dont le siège est ici.

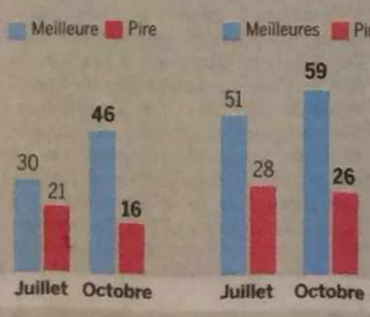
Cent mille personnes sont venues écouter Barack Obama, à Saint Louis, le 18 octobre. John McCain a fait étape dans le comté voisin deux jours plus tard. La course était extrêmement serrée dans cet Etat où les électeurs dits indépendants sont souvent des républicains déçus. *« Nous avons besoin d'effacer le tableau et de repartir »*, affirme la syndicaliste Nancy Cross. Philippe de Lapérouse, descendant du navigateur, consultant dans l'agroalimentaire et, jusque récemment, électeur républicain, ne dit pas autre chose : *« Les gens pensent qu'il faut que ça change. »* Il fait partie de ces républicains classiques qui, selon le professeur Robertson, ont senti leur parti s'éloigner d'eux depuis que M. Bush et la droite religieuse et populiste y ont pris le dessus.

La guerre en Irak, les mensonges qui l'ont préparée et les morts qu'elle a faits (plus de 4 000 parmi les soldats américains, des dizaines de milliers d'Irakiens) étaient à l'arrière-plan de cette élection. *« Les Américains ne se sentent pas bien avec eux-mêmes comme c'était le cas avant »*, dit Mme Cross. Sans prendre toujours la mesure des changements en cours dans leur économie, dans leur société et dans leur environnement, les habitants de Saint Louis sentent que ces changements rendent indispensables des principes, des méthodes et un style de gouvernement nouveaux. ■

Les Américains restent confiants en l'avenir...

▸ D'ici un an, la situation de l'économie sera...

réponses en %



... mais pensent qu'ils devront vivre avec moins

▸ D'ici un an, vos finances personnelles seront...

▸ Selon vous, que va-t-il se passer prochainement ?

Sondage publié le 15 octobre par le Pew Research Center

Dépenser plus qu'on ne gagne

▸ Evolution des débits des cartes bancaires et des salaires

Source : Innovest

Des riches toujours plus riches

▸ Revenu annuel moyen des ménages